

LA SITUATION DES DIPLÔMÉS VAUDOIS DU SECONDAIRE II

*ENQUÊTE 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION DE LEUR TITRE
(VOLÉE 2009)*

Karin Bachmann Hunziker
Sylvie Leuenberger Zanetta

157 / Novembre 2013



Unité de recherche pour le pilotage
des systèmes pédagogiques



REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier très chaleureusement toutes les personnes qui ont rendu possible ce travail. Que soient en particulier remerciés les jeunes qui ont pris le temps de répondre au questionnaire et qui nous ont, de ce fait, apporté des informations très précieuses pour cette enquête. Nous adressons aussi un merci tout particulier à nos collègues du SRED, Gabriel Charmillot, Clairette Davaud, Rami Mouad, François Rastoldo, et à François Guillot qui a mis en route le volet vaudois de la recherche; merci encore à tous nos collègues de l'URSP pour leur collaboration, leur soutien ou leur aide matérielle.

AVERTISSEMENT

Pour alléger la rédaction de ce rapport, nous avons recouru à un certain nombre d'abréviations et d'acronymes dont on trouve la liste en page 75.

*Dans le cadre des missions de l'URSP,
ses travaux sont publiés sous l'égide
du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture.
Les publications expriment l'avis de leurs auteurs
et n'engagent pas les institutions dont ils dépendent.*

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION.....	5
1.1	PROBLÉMATIQUE DE LA TRANSITION VERS LA VIE ACTIVE.....	5
1.1.1	<i>Définir la transition</i>	<i>5</i>
1.1.2	<i>La transition I: de l'école obligatoire aux formations certifiantes du postobligatoire</i>	<i>6</i>
1.1.3	<i>La transition II: l'entrée sur le marché du travail après la formation</i>	<i>7</i>
1.2	LES FILIÈRES ET DIPLÔMES DU SECONDAIRE II DANS LE CANTON DE VAUD.....	9
1.2.1	<i>Les filières de la formation professionnelle.....</i>	<i>9</i>
1.2.2	<i>Les filières de la formation générale.....</i>	<i>10</i>
1.3	STRUCTURE DU RAPPORT	11
1.4	PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE	12
1.4.1	<i>Objectifs.....</i>	<i>12</i>
1.4.2	<i>Instrument de recueil de données.....</i>	<i>12</i>
1.4.3	<i>Procédure.....</i>	<i>13</i>
1.4.4	<i>Méthode d'analyse.....</i>	<i>13</i>
1.4.5	<i>Population interrogée et caractéristiques.....</i>	<i>13</i>
2	DESCRIPTION ET ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.....	19
2.1	SITUATION DES DIPLÔMÉS 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION DE LEUR TITRE.....	19
2.2	SITUATION GÉNÉRALE 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION D'UN DIPLÔME PROFESSIONNEL	20
2.2.1	<i>Situation des titulaires d'un diplôme professionnel en décembre 2010.....</i>	<i>20</i>
2.2.2	<i>Les titulaires d'un diplôme professionnel en emploi.....</i>	<i>21</i>
2.2.3	<i>Les titulaires d'un diplôme professionnel en formation.....</i>	<i>30</i>
2.3	SITUATION GÉNÉRALE 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT DE CULTURE GÉNÉRALE OU D'UN DIPLÔME DE COMMERCE.....	35
2.3.1	<i>Situation des titulaires d'un certificat de culture générale ou d'un diplôme de commerce en décembre 2010.....</i>	<i>35</i>
2.3.2	<i>Les titulaires d'un certificat de culture générale ou diplôme de commerce en formation.....</i>	<i>36</i>
2.3.3	<i>Les titulaires d'un certificat de culture générale et de diplôme de commerce en emploi.....</i>	<i>41</i>
2.4	SITUATION GÉNÉRALE 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION D'UNE MATURITÉ GYMNASIALE.....	49
2.4.1	<i>Situation des titulaires d'une maturité gymnasiale en décembre 2010.....</i>	<i>49</i>
2.4.2	<i>Titulaires d'un diplôme de maturité gymnasiale en formation.....</i>	<i>50</i>
2.5	LES DIPLÔMÉS QUI NE SONT NI EN FORMATION NI EN EMPLOI	56
2.6	LA VISION D'AVENIR DES NOUVEAUX DIPLÔMÉS	58
2.6.1	<i>Perception de l'avenir.....</i>	<i>58</i>
2.6.2	<i>Approche des projets professionnels et des projets de formation.....</i>	<i>59</i>
2.6.3	<i>Quelle situation envisagée 12 mois plus tard ?.....</i>	<i>63</i>

3	SYNTHÈSE ET CONCLUSION.....	67
3.1	SYNTHÈSE DES PRINCIPALES OBSERVATIONS À PROPOS DES DIPLÔMÉS DU SECONDAIRE II DE JUIN 2009	67
3.1.1	<i>Situation 18 mois après l'obtention d'un titre du secondaire II.....</i>	<i>67</i>
3.1.2	<i>Quelle transition après l'obtention d'un titre du secondaire II ?.....</i>	<i>69</i>
3.1.3	<i>Difficultés d'insertion en emploi.....</i>	<i>69</i>
3.1.4	<i>Évaluation de la formation ou de la situation professionnelle</i>	<i>70</i>
3.1.5	<i>Activités rémunérées durant la formation.....</i>	<i>71</i>
3.1.6	<i>Perception de l'avenir</i>	<i>71</i>
3.1.7	<i>Particularités des parcours des femmes et des hommes.....</i>	<i>72</i>
3.2	CONCLUSION ET PROLONGEMENTS	72
4	ABRÉVIATIONS/ACRONYMES.....	75
5	BIBLIOGRAPHIE	77

1 INTRODUCTION

Depuis 1989, le Service de la recherche en éducation (SRED) effectue périodiquement, dans le canton de Genève, une enquête auprès des jeunes diplômés du secondaire II afin de savoir comment ils poursuivent leur formation ou s'insèrent dans le monde du travail. Tous les jeunes diplômés d'une volée sont concernés, qu'ils obtiennent un Certificat fédéral de capacité (CFC), un diplôme ou une maturité. La prise d'informations est effectuée dix-huit mois après leur certification. Dans le canton de Vaud, l'Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle (OCOSP) et Statistique Vaud¹ effectuent tous les cinq ans des enquêtes sur les choix professionnels ou d'études des élèves à l'issue du gymnase (Ecole de maturité ou Ecole de culture générale et de commerce). Mais ces enquêtes recueillent les intentions des élèves, et non pas leur parcours effectif qui peut s'écarter sensiblement de ce qui était projeté.

La présente enquête, menée en collaboration avec le SRED, a pour objectif de documenter la manière dont les jeunes diplômés du secondaire II vaudois poursuivent leur formation ou intègrent le marché du travail. Elle a été conduite entre fin 2010 et début 2011 auprès de jeunes ayant obtenu, dix-huit mois plus tôt (soit en juin 2009), un titre du secondaire supérieur (II) dans les cantons de Vaud et de Genève. Ce rapport présente les résultats du volet vaudois de cette première enquête, précédés d'un aperçu de la problématique de la transition et d'une description des filières de la formation du secondaire II dans le canton de Vaud.

1.1 PROBLÉMATIQUE DE LA TRANSITION VERS LA VIE ACTIVE

L'accès à l'emploi n'est pas chose aisée pour les jeunes à la fin de leur formation. Ce constat est valable pour la Suisse, même si la situation n'y est pas aussi dramatique que dans certains pays européens. Ces dix dernières années, en Suisse, le chômage² a touché 3.4 à 4.5% de la population totale; pour les jeunes (15-24 ans), la moyenne annuelle se situait entre 7 et 8.5%. Le niveau de formation et le sexe sont liés au fait d'être au chômage. Les personnes les moins bien formées (titre du degré secondaire I) sont plus vulnérables sur ce plan que celles mieux formées (titre du degré secondaire II ou du tertiaire); de même que le risque est plus grand pour les femmes que pour les hommes (OFS, 2012).

Ces quelques données chiffrées mettent en évidence l'importance que revêt la période qui précède l'entrée des jeunes sur le marché du travail.

1.1.1 DÉFINIR LA TRANSITION

Nous référant à la définition proposée par l'OCDE, nous considérons que la transition est la « période qui commence à la première année d'âge où au moins 75% de la population suit des études sans travailler et prend fin lorsque 50% de la population travaille sans faire des études » (Galley & Meyer, 1999). Très concrètement, c'est une période qui prend en compte tout ce qui se passe sur le plan de la formation et de l'emploi pour un jeune entre le moment où il quitte l'école obligatoire et celui de son entrée en emploi. Deux moments

¹ Anciennement Service cantonal de recherche et d'information statistiques (SCRIS).

² Au sens du BIT, sont considérées comme au chômage les personnes âgées de 15 à 74 ans qui n'étaient pas actives au cours de la semaine de référence, qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et qui étaient disponibles pour travailler (DFI/OFS, 2012).

sont particulièrement délicats à négocier, celui qui prend place entre la fin de l'école obligatoire et l'insertion dans une formation certifiante du secondaire II (le premier seuil ou transition I) et celui qui a lieu lorsque le jeune a obtenu un diplôme du secondaire II et qu'il s'insère dans le marché du travail (le deuxième seuil ou transition II).

Ce sont ces deux moments, les transitions I et II, que nous allons maintenant développer, en mettant l'accent sur la deuxième transition qui est plus particulièrement l'objet de ce rapport.

1.1.2 LA TRANSITION I: DE L'ÉCOLE OBLIGATOIRE AUX FORMATIONS CERTIFIANTES DU POSTOBLIGATOIRE

C'est historiquement l'étape du processus de transition sur laquelle s'est focalisée la recherche dans un premier temps. La raison principale est que, dès la deuxième moitié des années 90 en Suisse, la proportion de jeunes éprouvant des difficultés à accéder à une formation certifiante du secondaire II au terme de leur scolarité obligatoire a commencé à augmenter fortement. Très rapidement, dans les cantons, ont été mises sur pied des solutions — telles que, par exemple, une année de transition ou encore une 10^e année — permettant aux jeunes de patienter durant une période plus ou moins longue (souvent une année) tout en consolidant leurs compétences scolaires et en élaborant un projet professionnel. Ces réponses, élaborées pour pallier les difficultés des jeunes, ont été accompagnées, de la part des responsables scolaires et politiques, d'une demande de documentation de cette problématique émergente. C'est ainsi qu'en 2001 a été mis en œuvre le premier volet de l'enquête nationale *Transition école-emploi* (TREE) avec pour objectif, dans une perspective longitudinale, d'observer comment les jeunes opèrent le passage de l'école obligatoire aux formations postobligatoires et quelles difficultés ils rencontrent sur ce plan³.

Selon cette enquête, la poursuite de la formation dans le postobligatoire directement après l'école obligatoire est le fait des trois quarts des jeunes. A l'inverse, cela signifie qu'un quart des jeunes ne le font pas, soit parce que, ne parvenant pas à accéder à une formation, ils optent pour une solution transitoire, soit parce qu'ils n'ont pas d'autre solution. Deux ans après avoir quitté l'école obligatoire, neuf jeunes sur dix sont en formation, un vingtième des jeunes sont concernés par une solution transitoire et 4% ne suivent pas de formation. L'accès à une formation de manière différée est possible pour 90% des jeunes ayant suivi une année de transition (Amos *et al.*, 2003, Meyer, 2005). Les difficultés de transition (au seuil I) sont plus marquées chez les jeunes de sexe féminin, d'origine étrangère et de milieu socio-économique plutôt bas; un parcours scolaire dans une filière à exigences élémentaires et des compétences en lecture limitées s'avèrent également défavorables (Meyer, 2004).

Parallèlement à l'enquête TREE, s'est constitué un corpus de travaux très intéressants sur cette problématique. Différentes thématiques, que nous citons sans les développer dans le cadre de ce rapport, ont été investiguées par cet ensemble de travaux. Il s'agit,

³ TREE est une enquête longitudinale menée à l'échelon national avec pour objectif principal d'élargir les connaissances existantes sur les modalités de passage de la scolarité à la vie active. Méthodologiquement, TREE s'appuie sur l'enquête PISA 2000 et son échantillon représentatif au plan national et au plan des régions linguistiques constitué pour l'occasion. Environ 6000 jeunes ont été interrogés au printemps 2001, soit moins d'un an après leur sortie de l'école obligatoire, au moyen d'un questionnaire standardisé. Les jeunes qui ne voulaient pas remplir le questionnaire avaient la possibilité de répondre aux questions dans le cadre d'un entretien téléphonique. Six enquêtes annuelles ont ensuite suivi jusqu'en 2007 (volets 2 à 7); un 8^e volet a eu lieu en 2010, soit dix ans après la fin de l'école obligatoire, et un 9^e volet est prévu en 2014. Les instruments de recueil des données ont évolué au fil des enquêtes (Amos *et al.*, 2003; Keller *et al.*, 2010; Meyer, 2012).

notamment, des rôles et des fonctions des dispositifs d'aide à la transition (Galley & Meyer, 1999; Padiglia, 2007), des trajectoires de formation dans le postobligatoire (Amos, 2006; Amos *et al.*, 2003; Amos, Silver & Tomei, 2004; Bachmann Hunziker, 2008; Donati, 2000; Häfeli & Schellenberg, 2009), des processus à l'œuvre dans la transition (Zittoun & Perret-Clermont, 2001; Masdonati, 2005, 2006), des déterminants d'une insertion réussie (Broucker *et al.*, 2000; Bachmann Hunziker, 2007; Meyer, 2004; Moser, 2004, 2006; Perriard, 2005), des processus d'orientation et d'élaboration d'un projet professionnel (Rastoldo, Evrard & Amos, 2007). Plus récemment, deux publications très intéressantes ont vu le jour, l'une consistant en une synthèse des travaux menés en Suisse sur la transition (Egger, Dreher & Partner, 2007) et l'autre proposant une méta-analyse de ces travaux, dans le but de mettre en lumière les facteurs de réussite de la transition (Häfeli & Schellenberg, 2009).

1.1.3 LA TRANSITION II: L'ENTRÉE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL APRÈS LA FORMATION

Quelques apports de l'enquête TREE

Avec ses recueils de données de 2004 à 2007, l'enquête longitudinale TREE s'est davantage focalisée sur la deuxième transition. De nombreuses observations ont ainsi pu être effectuées sur l'entrée des jeunes dans la vie active ou dans une formation du tertiaire (Bertschy, Böni & Meyer, 2007; Keller, Hupka-Brunner & Meyer, 2010; Meyer, 2012).

Du fait des discontinuités importantes existant au moment de la première transition et durant les formations du secondaire II, les transitions du deuxième seuil se caractérisent par une *fragmentation* marquée (Keller, Hupka-Brunner & Meyer, 2010). Concrètement, cela signifie que ces transitions s'observent dès 2004 et s'échelonnent sur plusieurs années. Par exemple, à cette date, 20% des jeunes de la cohorte occupent un emploi après avoir obtenu un titre de la formation professionnelle; en 2005, ils sont 34% dans ce cas, en 2006, 40% et en 2007, 43%. Ou, en 2004 après une formation générale, 6% de la cohorte poursuivent des études de niveau tertiaire; c'est le cas de 20% en 2005, de 27% en 2006 et de 29% en 2007 (Keller, Hupka-Brunner & Meyer, 2010).

C'est aussi en 2004 qu'apparaît de manière nette un groupe de jeunes (14 à 18% de la cohorte) dont la caractéristique principale est de n'être engagés ni dans une formation du tertiaire, ni dans une activité professionnelle. Une analyse plus fine de ce groupe, hétérogène et fluctuant quant à sa composition, montre d'une part que ces jeunes sont dans leur grande majorité titulaires d'un diplôme du secondaire II et, d'autre part, que leur situation (fréquentation d'une solution transitoire, année sabbatique, etc.) est provisoire.

Les données de TREE font également apparaître que 5% des jeunes de la cohorte (soit plus d'un jeune sur cinq ayant terminé une formation professionnelle de base) en 2004 ne sont, une année plus tard, ni en formation ni en emploi. Pour les auteurs, il s'agit là vraisemblablement d'un problème d'absorption du marché du travail dont l'accès direct resterait fermé à certains jeunes professionnels (Keller, Hupka-Brunner & Meyer, 2010).

Plus généralement, le thème des difficultés d'insertion sur le marché du travail a été plus particulièrement approfondi en 2006 au travers de la question du chômage, de la recherche d'emploi et de la précarité. A cette date, un peu moins de 10% des jeunes de la cohorte étaient au chômage; ce pourcentage est deux fois plus important que celui de

l'ensemble de la population⁴. Le risque de chômage est trois fois plus important chez les jeunes sans diplôme du secondaire II que chez ceux qui possèdent un CFC (respectivement 22 et 6%); il est aussi nettement plus important en Suisse romande et italienne qu'en Suisse allemande (respectivement 20, 25 et 6%) (Bertschy, Böni & Meyer, 2007).

L'emploi occupé par les jeunes en 2006 a fait l'objet, pour la moitié d'entre eux, d'une recherche active qui a duré trois bons mois en moyenne. La proportion de chercheurs d'emploi est plus importante en Suisse italienne, alors que la durée de la recherche est plus longue en Suisse romande et italienne et chez les jeunes sans diplôme du secondaire II (Bertschy, Böni & Meyer, 2007).

Une forte minorité des nouveaux entrants sur le marché du travail font l'expérience d'une forme de précarité du travail (sous-emploi, emploi à durée déterminée et travail sur appel), soit près d'un cinquième des jeunes actifs de la cohorte en 2006. Les femmes sont presque deux fois plus souvent concernées que les hommes (respectivement 26 et 14%). Lorsqu'il est, en plus, tenu compte du critère de l'inadéquation de l'emploi, le taux global de précarité s'élève à 26% (Bertschy, Böni & Meyer, 2007).

Quelques apports de l'enquête genevoise « EOS »

L'*Enquête sur l'orientation secondaire* (EOS), menée tous les deux ans depuis 1989, a également permis de documenter de manière précise la deuxième transition. Les informations recueillies au fil des années ont ainsi permis de mettre en évidence la diversité des parcours de formation et des voies d'insertion professionnelle, ainsi que la spécificité des orientations en fonction du type de certification. Par exemple, en ce qui concerne la volée des jeunes certifiés en 2007 (sondée en 2009), les orientations peuvent être résumées comme suit:

- Les titulaires d'une maturité gymnasiale se dirigent presque exclusivement, et le plus souvent en ligne directe, vers les universités ou les écoles polytechniques fédérales. Le choix du type de filière du tertiaire est lié aux profils de formation gymnasiale et confirme ainsi les choix effectués à l'entrée au secondaire II.
- Les titulaires d'un diplôme professionnel du secondaire II (CFC, AFP) ou du tertiaire (ES ou HES) présentent des orientations plus diversifiées. La majorité des jeunes s'oriente vers le marché du travail, alors que 10 à 20% d'entre eux poursuivent une formation.
- Les détenteurs d'un titre des écoles professionnelles et ceux d'une maturité professionnelle, technique ou spécialisée se trouvent dans une logique de « double marché ». Une moitié d'entre eux s'orientent vers la vie active, alors que les autres poursuivent des études.
- Les titulaires d'un certificat de l'école de culture générale et de commerce sont ceux qui présentent les destinées les plus diverses: un tiers d'entre eux entreprennent des études de niveau tertiaire, un tiers des titulaires suivent une deuxième formation de niveau secondaire II et ceux du dernier tiers effectuent une transition vers le marché du travail (Davaud, Mouad & Rastoldo, 2010).

⁴ Les auteurs (Bertschy, Böni & Meyer, 2007) prennent comme point de comparaison l'*Enquête suisse sur la population active* (ESPA) pour 2006.

Toutefois, les parcours de formation et les voies d'insertion professionnelles sont loin d'être aussi linéaires que ceux décrits dans les orientations ci-dessus. C'est aussi ce que soulignent les auteurs lorsqu'ils répertorient l'ensemble des situations de transition décrites par les jeunes et qu'ils les articulent avec leurs choix ou leurs intentions. Ainsi, au terme de leurs analyses, c'est la complexité et la durée des parcours qui sont mises en évidence.

1.2 LES FILIÈRES ET DIPLÔMES DU SECONDAIRE II DANS LE CANTON DE VAUD

Après six années d'école obligatoire, précédées ou non de deux années de cycle initial, les élèves du système scolaire vaudois sont orientés dans trois filières distinctes où ils effectuent leurs trois dernières années de scolarité⁵. La voie secondaire à options (VSO) correspond à la filière la moins exigeante, la voie secondaire baccalauréat (VSB) à la plus exigeante, la voie secondaire générale (VSG) se situant entre les deux⁶. L'obtention du certificat d'études spécifique à chaque voie marque la fin de la scolarité obligatoire (ou secondaire I) et détermine en grande partie les possibilités de formations postobligatoires (ou secondaire II).

Au terme de leur scolarité obligatoire, les jeunes peuvent poursuivre leur formation dans deux systèmes différents: le système de la formation professionnelle et celui de la formation générale, chacun de ces systèmes offrant différentes filières de formation que nous allons maintenant présenter⁷.

1.2.1 LES FILIÈRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Formation initiale en entreprise (formation duale) ou en école professionnelle

Un peu moins de la moitié des élèves vaudois ayant terminé la scolarité obligatoire choisissent cette filière de formation⁸. Celle-ci dure deux, trois ou quatre ans et peut se dérouler principalement en entreprise (formation duale) ou en école à plein temps (école professionnelle technique ou commerciale).

La formation professionnelle initiale de deux ans⁹ s'achève en règle générale par un examen qui donne droit à une Attestation fédérale de formation professionnelle (AFP). Quant à la formation professionnelle initiale de trois ou quatre ans, elle conduit à l'obtention d'un Certificat fédéral de capacité (CFC). Ce dernier permet d'exercer une activité professionnelle ou de poursuivre une formation professionnelle supérieure (école supérieure, brevet, maîtrise). Les titulaires d'une AFP peuvent poursuivre leur formation afin d'obtenir un CFC.

⁵ Une réorientation est possible en fonction des résultats.

⁶ Ces trois voies vont être transformées en deux voies avec l'introduction de la nouvelle loi sur l'enseignement obligatoire (LEO).

⁷ Les descriptions de ces filières figurent sur le site de l'Etat de Vaud: <http://www.vd.ch/themes/formation/orientation/filieres-de-formation/les-filieres-de-la-formation-post-obligatoire-filieres-info/> ou <http://www.scris.vd.ch/Default.aspx?DocID=6939&DomId=2512>.

⁸ En 2009, 19'401 jeunes avaient choisi une filière professionnelle, 12'950 suivaient une filière de la formation générale; en 2010, ils étaient respectivement 18'613 et 11'546 dans les filières professionnelles et celles de la formation générale (Statistique Vaud, 2012; Statistique Vaud, 2013).

⁹ Cette voie de formation est entrée en vigueur en 2004 et remplace progressivement les formations élémentaires; elle est destinée aux personnes qui ne sont pas en mesure d'entreprendre un apprentissage en trois ou quatre ans, pour diverses raisons.

Formation élémentaire

La formation élémentaire s'adresse aux jeunes libérés de la scolarité obligatoire, capables d'exercer une activité dans un milieu économique mais qui, en raison de difficultés personnelles diverses, ne peuvent entreprendre un apprentissage. Elle permet l'acquisition de procédés simples de travail ou de fabrication et assure une mobilité professionnelle. A la fin de la formation, un contrôle des acquis détermine si les objectifs de la formation ont été atteints. Si tel est le cas, il est délivré une attestation de formation élémentaire (AFE).

A terme, les formations élémentaires devraient disparaître au profit des formations professionnelles initiales en deux ans (voir ci-dessus AFP).

Maturité professionnelle

Les écoles professionnelles offrent la possibilité de préparer un diplôme fédéral de maturité professionnelle. La maturité professionnelle a pour but de donner aux apprentis et aux titulaires d'un CFC une formation de culture générale et scientifique de haut niveau leur permettant notamment d'accéder aux différentes filières des hautes écoles spécialisées (HES) reconnues par la Confédération. Les écoles de maturité professionnelle vaudoises offrent cinq orientations différentes qui se distinguent par les branches spécifiques enseignées: technique, artistique, commerciale, santé et social ou sciences naturelles. Ces orientations correspondent à un ou plusieurs domaines professionnels qui leur sont propres et permettent ainsi de regrouper un grand nombre de professions apparentées.

La maturité professionnelle peut être préparée en cours d'apprentissage, dual ou à plein temps: on parle alors de maturité professionnelle intégrée. Elle peut aussi être préparée après l'apprentissage, à plein temps (modèle CFC + 1) ou en cours d'emploi (modèle CFC + 2).

1.2.2 LES FILIÈRES DE LA FORMATION GÉNÉRALE

Ecoles de maturité académique

Les écoles de maturité dispensent un enseignement soumis aux principes généraux du Règlement et de l'Ordonnance sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM et ORM), adoptés en 1995 à la fois par le Conseil fédéral et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Un socle de sept disciplines fondamentales garantit une large et solide formation générale. Une option spécifique et une option complémentaire permettent ensuite de nuancer le profil de formation selon les intérêts, les goûts et les projets des élèves. Choisie dès la 1^{re} année, l'option spécifique donne l'accent principal, alors que l'option complémentaire, enseignée durant la 3^e année dans le canton de Vaud, permet soit de renforcer cet accent, soit au contraire de le diversifier. Chaque élève doit en outre effectuer un travail de maturité entre la 2^e et la 3^e année.

Les écoles de maturité des gymnases vaudois délivrent à la fois le baccalauréat, titre vaudois, et le certificat de maturité, titre suisse reconnu par la Commission suisse de maturité. L'obtention d'une maturité avec mention bilingue français-allemand repose sur les mêmes objectifs et exigences que pour les autres maturités. Mais l'enseignement de

certaines cours est donné en allemand et une partie de la formation est dispensée dans un gymnase de Suisse alémanique ou d'un pays de langue allemande.

Ecoles de culture générale et de commerce

Les écoles de culture générale et de commerce dispensent, dans la perspective de formations professionnelles ultérieures exigeantes, une culture générale étendue mais proche des réalités professionnelles. Après une première année commune à tous les élèves, commence une spécialisation dans l'une des cinq options proposées: sociopédagogique, santé, artistique, socio-éducative ou commerce (information et communication). C'est également au cours de la 2^e année que les élèves réalisent un stage de deux semaines en milieu professionnel en rapport avec l'option suivie. Dans l'option socio-éducative, les études sont assorties de plusieurs stages tout au long des trois ans.

L'école de culture générale conduit à un certificat de culture générale et l'école de commerce à un diplôme de commerce.

Les titulaires du certificat de culture générale peuvent effectuer une année de formation complémentaire afin d'obtenir un certificat de maturité spécialisée leur permettant l'accès aux hautes écoles spécialisées. Cette formation propose cinq orientations (arts visuels, pédagogie, musique, santé et travail social) et son programme comporte des cours, des stages et un travail de maturité.

Cours préparatoire à la « passerelle Dubs¹⁰ »

Les titulaires d'un Certificat fédéral de capacité (CFC) assorti d'une maturité professionnelle peuvent préparer un examen fédéral dit « passerelle Dubs », dont la réussite garantit l'admission dans n'importe quelle faculté d'une haute école universitaire ou polytechnique. Dans le canton de Vaud, cet examen peut être préparé notamment au Gymnase Provence à Lausanne, en cours de jour (cinq matins par semaine) ou en cours du soir au Gymnase du soir (quatre soirs et un après-midi par semaine). Quelle que soit la formule choisie, les cours préparatoires durent un an. Les personnes intéressées ont également la possibilité de s'y préparer en école privée. Le titre délivré est un certificat d'examen complémentaire.

1.3 STRUCTURE DU RAPPORT

Le cœur de ce rapport est consacré à la présentation des résultats de l'enquête (chapitre 2). Une première section présente la situation générale de la population interrogée 18 mois après l'obtention d'un titre du secondaire II (section 2.1). Les trois sections suivantes se focalisent sur les spécificités des parcours de trois sous-populations: celle des titulaires d'un certificat professionnel (section 2.2), celle des diplômés de l'école de culture générale et de commerce (section 2.3) et celle des détenteurs d'une maturité gymnasiale (section 2.4). Quelques éléments du parcours des jeunes ni en formation ni en emploi sont mis en évidence dans la section 2.5, alors que la section 2.6 analyse la perception que les jeunes ont de leur avenir, notamment professionnel. Une synthèse des principales observations est proposée dans le chapitre conclusif (chapitre 3).

¹⁰ Dubs = le nom du professeur de l'Université de Saint-Gall qui a mis au point ladite passerelle en 2004.

Mais avant de passer aux résultats, la partie 1.4 décrit l'enquête menée dans le cadre de cette recherche.

1.4 PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE

L'enquête, réalisée en collaboration avec le SRED, vise à définir des tendances globales à propos de la situation des jeunes certifiés: ce qui est particulièrement utile dans un contexte où les changements d'orientation sont nombreux, le chômage possible et la situation économique incertaine. L'enquête se propose également de préciser quelles sont les transitions directes ou indirectes vers les lieux de formation subséquents ou encore vers le marché du travail. Il est ainsi possible de renseigner les écoles du secondaire II sur le devenir de leurs anciens élèves. Une comparaison des données genevoises et vaudoises permettra ensuite de distinguer les tendances générales et celles qui sont liées aux particularités régionales.

1.4.1 OBJECTIFS

Quatre objectifs principaux guident cette recherche:

- Décrire les différents types de situations propres à chaque catégorie de diplômés, 18 mois après l'obtention de leur certificat.
- Analyser les types de parcours, directs ou indirects, suivis par ces jeunes.
- Dégager, pour les différents types de jeunes, les principaux obstacles rencontrés dans la suite de leur formation ou dans leur recherche d'insertion professionnelle.
- Analyser les avis des jeunes à propos de leur situation actuelle, de leur formation antérieure et de leurs perspectives d'avenir.

Dans une étape ultérieure, il s'agira de comparer les résultats des enquêtes genevoises et vaudoises, compte tenu des caractéristiques cantonales dans le domaine de la formation et dans le domaine économique.

1.4.2 INSTRUMENT DE RECUEIL DE DONNÉES

Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire¹¹. Deux versions du questionnaire ont été développées, ceci afin de correspondre aux spécificités des formations (maturité gymnasiale *versus* autres formations). Les questionnaires comportaient trois parties correspondant à trois situations possibles (et mutuellement exclusives) des personnes consultées: en formation, en emploi, ni en formation ni en emploi. Les thèmes investigués dans ces trois parties étaient les suivants:

- En formation: le titre envisagé avec la formation actuelle, le nom de l'institution de formation et sa localisation, la transition entre l'école obligatoire et la formation du secondaire II, les activités rémunérées, le degré de satisfaction par rapport à la formation actuelle, les perspectives d'avenir sur le plan professionnel.

¹¹ Consultable sur le site Internet du SRED. <http://www.ge.ch/recherche-education/eos/quest.asp>

- En emploi: la profession exercée, le domaine d'activité de l'organisme dans lequel la personne interrogée travaille, le taux d'occupation, la situation professionnelle, le type de contrat, le lieu de travail, la correspondance entre la formation et l'activité professionnelle, le degré de satisfaction par rapport au travail, la transition entre la fin de la formation et l'activité professionnelle actuelle, les perspectives d'avenir sur le plan professionnel.
- Ni en formation ni en emploi: la définition de la situation actuelle, la transition entre la fin de la formation et la situation actuelle, les perspectives d'avenir sur le plan professionnel.

1.4.3 PROCÉDURE

Le questionnaire a été envoyé par la poste au domicile des personnes sondées, en décembre 2010; il était accompagné d'une lettre présentant les buts généraux de l'enquête et d'une lettre timbrée pour le renvoi du questionnaire. Un courrier de rappel a été envoyé en février 2011.

1.4.4 MÉTHODE D'ANALYSE

Les données de l'enquête ont fait l'objet d'analyses statistiques bivariées et multivariées. Selon le type de variables, différentes analyses ont été privilégiées: comparaisons de fréquences avec l'application du test statistique du khi carré (X^2) à des tableaux croisés (lorsque les effectifs le permettent), comparaisons de moyennes à l'aide de l'analyse de variance (ANOVA), analyses factorielles (ACP). Dans la plupart des cas, les fréquences aux différentes modalités des variables sont croisées avec le sexe et le type de diplôme; dans certains cas, elles le sont avec la situation actuelle des jeunes.

1.4.5 POPULATION INTERROGÉE ET CARACTÉRISTIQUES

Population et échantillon

La présente enquête concerne l'ensemble des personnes ayant obtenu un titre (certificat, diplôme ou attestation) délivré par l'enseignement postobligatoire en juin 2009. Les tableaux 1 à 4 présentent les titres délivrés dans le cadre de la formation secondaire II, la population totale et échantillonnée pour l'enquête, le taux de réponse et la répartition selon le genre dans l'échantillon et chez les répondants. En juin 2009, 7332 titres ont été délivrés dans le cadre des formations du secondaire II; le tableau 1 présente le détail de ces titres.

Tableau 1: Titres délivrés dans le cadre de la formation du secondaire II en 2009¹²

	N	%
Certificat fédéral de capacité (CFC)	3841	52.4
Attestation de formation élémentaire (AFE)	111	1.5
Attestation de formation professionnelle (AFP)	109	1.5
Certificat de l'école de culture générale et de commerce (ECGC)	670	9.1
Maturité gymnasiale	1966	26.8
<i>Maturité professionnelle</i>	516	7
<i>Maturité spécialisée</i>	89	1.2
Certificat d'examen complémentaire (passerelle Dubs)	30	0.4
Total	7332	100

Le certificat fédéral de capacité obtenu par un peu plus de la moitié des jeunes est le titre le plus fréquent (52.4%). La maturité gymnasiale représente un peu plus du quart de l'effectif (26.8%), alors que le certificat de l'école de culture générale et de commerce ainsi que la maturité professionnelle concernent moins de 10% de l'ensemble (respectivement 9.1 et 7%). Les autres titres (AFE, AFP, maturité spécialisée et passerelle Dubs) sont nettement moins fréquents.

Le tableau 2 présente la population totale et échantillonnée. Pour des raisons de représentativité statistique, les titulaires d'une maturité professionnelle ou spécialisée (en italique dans le tableau 1) n'ont pas été pris en compte dans le cadre de cette enquête¹³. C'est ce qui explique la différence de total entre le tableau 1 (7332) et la première colonne du tableau 2 (6727). En ce qui concerne les titulaires d'un CFC et d'une maturité gymnasiale (cases grisées dans le tableau 2), les plus nombreux, il a été décidé de procéder à un échantillonnage aléatoire. La population interrogée, après élimination des adresses non valides au moment de l'enquête et après sélection pour l'échantillon, se monte à 4230 jeunes (dernière colonne).

Tableau 2: Population totale et échantillonnée par type de diplôme

	N total	N adresses non valides	N pour échantillonnage	N non sélectionné	N de l'échantillon
CFC	3841	113	3728	1573	2155
Maturité gymnasiale	1966	20	1946	745	1201
AFE	111	24	87	0	87
AFP	109	10	99	0	99
ECGC	670	12	658	0	658
Passerelle Dubs	30	0	30	0	30
Total	6727	179	6548	2318	4230

¹² Ce sont les chiffres qui ont été fournis au moment de la recherche; ils peuvent être légèrement différents de données publiées par ailleurs.

¹³ Ils feront l'objet d'une enquête spécifique ultérieurement.

Tableau 3: Taux de réponse par type de diplôme

	N échantillon	N répondants	Taux de réponse	% par diplôme
CFC	2155	966	44.8	42.9
AFE	87	36	41.4	1.6
AFP	99	42	42.2	1.8
ECGC	658	390	59.3	17.3
Maturité gymnasiale	1201	801	66.7	35.5
Passerelle Dubs	30	18	60	0.8
<i>Total</i>	<i>4230</i>	<i>2253</i>	<i>53.3</i>	<i>100</i>

Le taux global de réponses s'élève à 53.3% (tableau 3, troisième colonne). Il varie selon le type de diplôme: près de 60%, ou plus, des enquêtés ont répondu au questionnaire parmi les titulaires du diplôme ECGC, de l'examen complémentaire DUBS ou d'une maturité gymnasiale, alors que moins de 45% l'ont fait chez les titulaires d'un diplôme professionnel.

Les titulaires d'un CFC sont les plus nombreux parmi les répondants (42.9%) (dernière colonne du tableau 3), les titulaires d'une maturité gymnasiale représentent la deuxième catégorie la plus nombreuse (35.5%), suivie de celle des titulaires d'un diplôme ECGC (17.3%). Par rapport à la population totale de référence (tableau 1), il y a une surreprésentation des catégories « maturité gymnasiale » et « ECGC » et une sous-représentation de la catégorie « CFC ».

Tableau 4: Répartition par genre dans l'échantillon et chez les répondants selon le titre obtenu

	Echantillon						Répondants					
	Femmes		Hommes		Total		Femmes		Hommes		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
CFC	1746	45.5	2093	54.5	3841	100	482	49.9	484	50.1	966	100
AFE	19	17.1	92	82.9	111	100	8	22.2	28	77.8	36	100
AFP	44	40.4	65	59.6	109	100	20	47.6	22	52.4	42	100
ECGC	433	64.6	237	35.4	670	100	274	70.3	116	29.7	390	100
Matu. gymnasiale	1134	57.7	832	42.3	1966	100	491	61.3	310	38.7	801	100
Passerelle Dubs	16	55.6	14	44.4	30	100	10	55.6	8	44.4	18	100
<i>Total</i>	<i>3392</i>	<i>49.6</i>	<i>3333</i>	<i>50.4</i>	<i>6727</i>	<i>100</i>	<i>1285</i>	<i>57</i>	<i>968</i>	<i>43</i>	<i>2253</i>	<i>100</i>

Les données présentées dans le tableau 4 montrent que la proportion de femmes et d'hommes est globalement identique dans l'échantillon. Toutefois, une variation est observée selon le titre obtenu (colonnes 1 à 3). Les hommes sont proportionnellement plus nombreux que les femmes à avoir obtenu un titre professionnel, cela tout particulièrement à l'issue d'une formation élémentaire: 82.9% des titulaires d'une AFE sont des hommes (59.6 et 54.5 % chez les titulaires d'une AFP ou d'un CFC). Les femmes, elles, sont proportionnellement plus nombreuses parmi les titulaires d'un certificat ECGC, de la passerelle Dubs ou encore d'une maturité professionnelle. Les femmes ont davantage répondu au questionnaire que les hommes.

Score de pondération

Les différences entre les caractéristiques de la population de référence et celles des répondants (ou la population échantillonnée) ont été redressées au moyen d'un score de pondération prenant en compte le sexe, l'âge et le type de diplôme.

Profil des jeunes titulaires d'une maturité gymnasiale

Au gymnase, les étudiants choisissent différentes branches afin d'établir leur profil de formation. La première partie du questionnaire envoyé aux titulaires d'une maturité gymnasiale visait à préciser ce profil. Les tableaux 5 à 10 montrent les réponses des 801 répondants aux questions sur la langue nationale et la troisième langue étudiées, l'obtention d'une maturité bilingue « français-allemand », les options spécifiques et complémentaires choisies ainsi que le niveau en mathématiques.

Tableau 5: Langue nationale étudiée

	Total		Femmes		Hommes	
	N	%	N	%	N	%
Allemand	703	89	429	88.3	274	90.1
Italien	87	11	57	11.7	30	9.9
<i>Total</i>	<i>790</i>	<i>100</i>	<i>486</i>	<i>100</i>	<i>304</i>	<i>100</i>

L'allemand est la langue nationale la plus étudiée: près de neuf personnes sur dix font en effet ce choix, les femmes autant que les hommes (tableau 5).

Tableau 6: Troisième langue étudiée

	Total		Femmes		Hommes	
	N	%	N	%	N	%
Anglais	780	98.6	477	98.1	303	99.3
Latin	6	0.8	6	1.2	0	0
Grec	5	0.6	2	0.7	2	0.7
<i>Total</i>	<i>791</i>	<i>100</i>	<i>486</i>	<i>100</i>	<i>305</i>	<i>100</i>

La presque totalité des titulaires, femmes et hommes, d'une maturité gymnasiale ont choisi l'anglais comme troisième langue (98.6%) (tableau 6).

Tableau 7: Maturité bilingue « français-allemand »

	Total		Femmes		Hommes	
	N	%	N	%	N	%
Non	729	92.2	444	91.4	285	93.4
Oui	62	7.8	42	8.6	20	6.6
<i>Total</i>	<i>791</i>	<i>100</i>	<i>486</i>	<i>100</i>	<i>305</i>	<i>100</i>

L'obtention d'une maturité bilingue n'est pas très fréquente puisque cela concerne moins de 10% de l'ensemble des titulaires ayant répondu au questionnaire (tableau 7). Et chez les titulaires de cette maturité, moins de la moitié l'ont fait au moyen d'une immersion longue, en séjournant durant la deuxième année dans un pays germanophone (43.3%); l'immersion courte est donc favorisée, cela plus particulièrement chez les hommes (65.2% contre 55.7% chez les femmes).

Certaines options spécifiques sont nettement plus fréquentes que d'autres (tableau 8). L'option « biologie et chimie » a été choisie par près d'un quart des titulaires d'une maturité gymnasiale (23.7%). D'autres options, telles que « philosophie et psychologie », « économie et droit », « physique et mathématiques » ainsi qu'« espagnol » concernent 13 à 16% d'entre eux. Les autres options ont été choisies par un nombre plus restreint de titulaires; c'est particulièrement le cas pour les options « grec », « latin » et « musique ».

Tableau 8: Options spécifiques choisies

	Total		Femmes		Hommes	
	N	%	N	%	N	%
Biologie et chimie	190	23.7	119	24.2	71	21
Philosophie et psychologie	132	16.5	107	21.8	25	8.1
Economie et droit	119	14.9	54	11	65	21
Physique et mathématiques	111	13.9	24	4.9	87	28.1
Espagnol	109	13.6	84	17.1	25	8.1
Arts visuels	55	6.9	36	7.3	19	6.1
Italien	54	6.7	47	9.6	7	2.3
Latin	20	2.5	13	2.6	7	2.3
Musique	9	1.1	5	1	4	1.3
Grec	2	0.2	2	0.4	0	0
<i>Total</i>	<i>801</i>	<i>100</i>	<i>491</i>	<i>100</i>	<i>310</i>	<i>100</i>

Trois options ont davantage été privilégiées par les femmes: « philosophie et psychologie », « espagnol » et « italien ». De leur côté, les hommes se sont plus intéressés aux options « économie et droit » et « physique et mathématiques ». Ces configurations reflètent les choix sexués classiquement observés.

Tableau 9: Options complémentaires choisies

	Total		Femmes		Hommes	
	N	%	N	%	N	%
Sport	126	16.1	63	13.1	63	20.7
Histoire et sciences des religions	103	13.1	79	16.4	24	7.9
Géographie	99	12.6	51	10.6	48	15.8
Economie et droit	75	9.6	46	9.6	29	9.5
Physique	65	8.3	40	8.3	25	8.2
Arts visuels	56	7.1	42	8.7	14	4.6
Mathématiques	50	6.4	26	6.4	24	7.9
Biologie	49	6.2	37	7.7	12	3.9
Musique	49	6.2	33	6.9	16	5.3
Histoire	47	6	37	7.7	10	3.3
Chimie	40	5.1	26	5.4	24	7.9
Philosophie	26	3.3	14	2.9	12	3.9
<i>Total</i>	<i>785</i>	<i>100</i>	<i>481</i>	<i>100</i>	<i>304</i>	<i>100</i>

Même s'il y a une plus grande diversité dans les options complémentaires, trois d'entre elles paraissent avoir été privilégiées: en effet, les options « sport », « histoire et sciences des religions », « géographie » ont été choisies par 12 à 16% des titulaires (tableau 9). Les options « sport » et « géographie » sont celles qui suscitent le plus d'intérêt chez les hommes, alors que les options « histoire et sciences des religions », « arts visuels », « biologie » ou « histoire » attirent davantage les femmes.

Tableau 10: Niveau en mathématiques

	Total		Femmes		Hommes	
	N	%	N	%	N	%
Niveau standard	570	72.2	393	81	177	58
Niveau avancé	220	27.8	92	19	128	42
<i>Total</i>	<i>790</i>	<i>100</i>	<i>485</i>	<i>100</i>	<i>305</i>	<i>100</i>

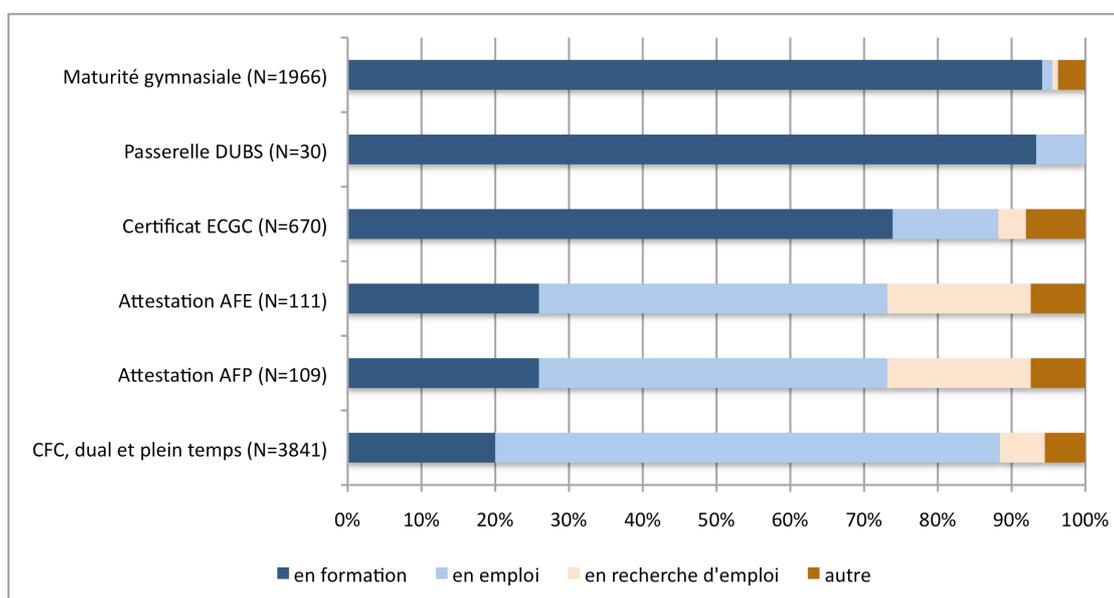
Pour la plupart des titulaires d'une maturité gymnasiale, le niveau en mathématiques se situe au niveau « standard » (72.2%) (tableau 10). A l'inverse, un peu plus d'un quart des titulaires ont un niveau avancé en mathématiques, ce qui est proportionnellement plus fréquent chez les hommes que chez les femmes (respectivement 42 et 19%).

2 DESCRIPTION ET ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

2.1 SITUATION DES DIPLÔMÉS 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION DE LEUR TITRE

Le premier point de l'enquête consistait à déterminer quelle était la situation des diplômés du secondaire II de juin 2009, 18 mois plus tard. En décembre 2010, la plupart d'entre eux étaient en formation ou en emploi, comme l'indique le graphique 1, mais certains étaient en recherche d'emploi ou dans une situation autre (service militaire, séjour linguistique, congé sabbatique, etc.).

Graphique 1: Situation des diplômés, 18 mois après l'obtention de leur titre (N=6727)



Les titulaires d'une maturité gymnasiale et du certificat d'examen complémentaire (passerelle Dubs) sont, dans leur grande majorité, en formation en décembre 2010 (plus de 90%); c'est également le cas, mais dans une moindre mesure, des titulaires d'un certificat de l'école de culture générale et de commerce (ECGC) (environ 73%). Bien que l'option de la formation soit la plus fréquente chez ces trois catégories de diplômés, il existe un certain nombre d'entre eux qui sont en emploi, qui en recherchent un ou qui sont dans une situation autre; c'est plus particulièrement le cas des certifiés ECGC.

Dix-huit mois après leur formation professionnelle, la majorité des titulaires d'une attestation AFE et AFP ou d'un certificat CFC ont intégré le marché de l'emploi. C'est parmi les titulaires CFC que cette proportion est la plus forte puisqu'elle concerne presque 70% d'entre eux, alors que 20% sont en formation et un peu plus de 10% recherchent un emploi ou sont dans une situation autre. Les titulaires d'une AFE ou d'une AFP sont proportionnellement plus nombreux à poursuivre une formation (environ 25%) ou à être en recherche d'emploi (entre 25 et 30%).

En décembre 2010, la situation des femmes et des hommes est un peu différente. Schématiquement, les femmes titulaires d'une maturité gymnasiale sont proportionnellement plus nombreuses à être en formation, alors que la proportion

d'hommes en recherche d'emploi ou dans une situation autre est plus grande. Il en va de même avec les titulaires d'un certificat ECGC, à la différence près que les femmes y sont aussi plus nombreuses à être en emploi. Chez les titulaires d'un CFC, les femmes sont globalement plus nombreuses à être en emploi, alors que le nombre d'hommes poursuivant une formation ou dans une situation autre est plus grand¹⁴.

La suite de ce chapitre présente une analyse approfondie de la situation des diplômés de juin 2009, selon le titre obtenu. La partie 2.2 est consacrée aux titulaires d'un diplôme professionnel, la partie 2.3 aux titulaires d'un certificat ECGC et la partie 2.4 aux titulaires d'une maturité gymnasiale. La situation des jeunes qui ne sont ni en formation ni en emploi est décrite dans la partie 2.5, alors que la dernière partie (2.6) analyse la vision d'avenir de l'ensemble des diplômés de juin 2009.

2.2 SITUATION GÉNÉRALE 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION D'UN DIPLÔME PROFESSIONNEL

2.2.1 SITUATION DES TITULAIRES D'UN DIPLÔME PROFESSIONNEL EN DÉCEMBRE 2010

Globalement, un peu plus des deux tiers des détenteurs d'un titre professionnel occupent un emploi en décembre 2010 (67.4%) et un cinquième sont en formation; la proportion de jeunes en recherche d'emploi ou dans une situation autre est nettement moindre (respectivement 6.8 et 5.5%) (tableau 11). L'entrée dans le monde du travail n'est donc pas l'unique option qui se présente aux jeunes titulaires d'un diplôme professionnel.

Tableau 11: Situation en décembre 2010 des détenteurs d'un titre professionnel (N=4061¹⁵)

	En formation		En emploi		En recherche d'emploi		Autre situation		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
AFE	28	25.2	59	53.1	20	18	3	2.7	111	100
AFP	28	25.7	52	47.7	21	19.3	8	7.3	109	100
CFC	768	20	2627	68.4	234	6.1	211	5.5	3840	100
Dual	581	16.6	2516	72	200	5.7	195	5.6	3492	100
Ecole	187	63.9	111	32	33	9.6	16	4.6	347	100
Total	825	20.3	2738	67.4	275	6.8	222	5.5	4060	100

Toutefois, leur situation au moment de l'enquête varie en fonction des titres professionnels obtenus, à savoir une AFE, une AFP ou un CFC ($X^2(6)=63.9$, $p<.05$). Les détenteurs des AFP et AFE sont proportionnellement plus nombreux à poursuivre une formation que les détenteurs d'un CFC; ils sont aussi proportionnellement plus nombreux à être à la recherche d'un emploi. A l'inverse, les titulaires d'un CFC sont plus nombreux à occuper un emploi. Mais chez ces derniers existe une différence dans la situation actuelle en fonction du type d'apprentissage (dual ou en école) ($X^2(3)=300.9$, $p<.05$). En effet,

¹⁴ Ces différences sont statistiquement significatives pour les maturités gymnasiales ($X^2(3)=12.4$, $p<.05$), les certifiés ECGC ($X^2(3)=19.9$, $p<.05$), les certifiés CFC ($X^2(3)=61.7$, $p<.05$).

¹⁵ Dans la suite de cette section, sont présentés entre parenthèses dans le titre les effectifs totaux des jeunes pris en considération dans le tableau; ce nombre peut être différent du « Total » lorsque des informations sont manquantes.

après un apprentissage en école, les titulaires d'un CFC sont proportionnellement beaucoup plus nombreux à poursuivre une formation que leurs camarades ayant effectué un apprentissage dual en entreprise (respectivement 63.9 et 16.6%), alors que c'est l'inverse en ce qui concerne l'occupation d'un emploi (32 et 72%).

Les hommes sont proportionnellement plus nombreux à poursuivre une formation que les femmes (respectivement 22.1 et 18.1%), alors que c'est l'inverse en ce qui concerne l'entrée sur le marché du travail (63.3 et 72.6%) ($X^2(3)=56.5$, $p<.05$). Le secteur professionnel dans lequel le titre a été acquis est aussi lié au type de situation actuelle. En effet, dans les secteurs des soins, de la santé et du social, ainsi que dans celui de l'industrie et de la mécanique, la proportion de titulaires poursuivant une formation est plus importante que dans les autres secteurs; à l'inverse, c'est dans les secteurs du commerce et de la vente ainsi que dans celui du bâtiment et de la construction que la proportion des entrées sur le marché de l'emploi est la plus importante ($X^2(15)=192.6$, $p<.05$).

2.2.2 LES TITULAIRES D'UN DIPLÔME PROFESSIONNEL EN EMPLOI

Transition vers l'emploi

Comme on l'a vu, un peu plus de deux tiers des titulaires d'un diplôme professionnel étaient en emploi 18 mois après l'obtention de leur titre (N=2738). Pour cerner le type de transition qu'ils avaient effectué, il leur était demandé s'ils avaient cherché un emploi directement après l'obtention de leur certificat en 2009; en cas de réponse négative, ils devaient spécifier quelles activités ils avaient menées durant l'intervalle. Les réponses à ces questions figurent dans les tableaux 12 et 13, en distinguant les types de certificats.

Tableau 12: Type de transition entre l'obtention du diplôme professionnel et l'entrée en emploi (N=2738)

	Transition directe		Transition indirecte		Total	
	N	%	N	%	N	%
AFE	37	63.8	21	36.2	58	100
AFP	33	64.7	18	35.3	51	100
CFC	1911	74.1	669	25.9	2580	100
Total	1981	73.8	703	26.2	2684	100

Plus de trois quarts des titulaires d'un diplôme professionnel (73.8%) ont effectué une transition directe après leur formation en cherchant immédiatement un emploi. La proportion des jeunes diplômés AFE et AFP dans cette situation est légèrement inférieure (respectivement 63.8 et 64.7%), mais cette différence n'est qu'une tendance en raison de la faiblesse des effectifs. La comparaison des réponses des femmes et des hommes montre que les premières sont plus nombreuses que les seconds à chercher un emploi directement après l'obtention de leur diplôme (respectivement 76.7 et 67.8%) ($X^2(1)=27.7$, $p<.05$).

Un peu plus du quart des jeunes n'ont donc pas directement recherché un emploi. A la place (tableau 13), plus d'un tiers d'entre eux ont effectué leur service militaire (ou civil) (37.6%) et, mais dans des proportions moindres, ont entrepris et terminé une formation (17.2%), réalisé un séjour linguistique (14.4%), recherché un emploi ou un stage (14.3%), voyagé ou pris des vacances (13.4%). D'autres activités sont mentionnées par une proportion nettement moins importante de jeunes (moins de 10%).

Tableau 13: Activités menées durant l'année 2009-2010 par les titulaires d'un diplôme professionnel ayant effectué une transition indirecte dans leur emploi actuel (N=708)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=266)	% Hommes (N=442)
Service militaire ou civil	266	37.6	-	60.2
Formation terminée	122	17.2	29.3	9.5
Séjour linguistique	102	14.4	30.4	4.7
Recherche d'un emploi ou stage	101	14.3	16.9	10.4
Voyage, vacances, année sabbatique	98	13.4	17.3	11.7
Formation interrompue	50	7.1	12.4	3.8
Stage en vue d'un emploi	37	5.2	6.8	4.3
Stage en vue d'une formation	19	2.7	5.3	1.2
Autre activité	23	3.2	5.3	2.1

Les activités privilégiées par les hommes et les femmes sont un peu différentes. Les premiers ont majoritairement effectué leur service militaire (60.2%) alors qu'une proportion plus faible des hommes ont voyagé, ont cherché un emploi ou ont terminé une formation (respectivement 11.7, 10.4 et 9.5%). Les femmes ont davantage été concernées par le suivi d'une formation (29.3%) et le perfectionnement linguistique (30.4%) ou alors, mais moins fréquemment, par la recherche d'un emploi et des vacances; elles sont aussi plus nombreuses que les hommes à avoir commencé une formation sans la terminer (12.4%).

Recherche d'emploi et chômage

Il était demandé aux jeunes combien de temps leur avait été nécessaire pour trouver un emploi et s'ils avaient connu des périodes de chômage. En cas de réponse positive sur ce dernier point, ils devaient préciser la durée des périodes de chômage et dire s'ils s'étaient inscrits à l'Office régional de placement (ORP). Ils devaient également indiquer par quelle voie ils avaient trouvé leur emploi. Les informations relatives à ces questions se trouvent dans les tableaux 14, 15 et 16.

Tableau 14: Durée de la recherche du premier emploi (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1255)	% Hommes (N=1355)	% AFE (N=53)	% AFP (N=49)	% CFC (N=2508)
Immédiatement ou moins de 3 mois	2120	81.2	79	83.2	69.8	83.7	81.4
Entre 3 et 6 mois	331	12.7	14.3	11.1	20.8	10.2	12.6
Entre 7 et 12 mois	110	4.2	4.4	4.1	5.7	-	4.3
Plus de 12 mois	49	1.9	2.2	1.5	3.8	6.1	1.7
<i>Total</i>	<i>2610</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Dès le moment où ils se sont mis à la recherche de leur premier emploi, la plupart des jeunes l'ont trouvé immédiatement ou en moins de trois mois (81.2%) et 12.7% d'entre eux ont mis entre trois et six mois; mais pour certains, moins nombreux, cette recherche a duré plus de sept mois (4.2%), voire plus de douze mois (1.9%). Il existe une différence entre les hommes et les femmes, les premiers étant plus nombreux que ces dernières à avoir trouvé un emploi immédiatement ou en moins de trois mois (respectivement 83.2 et 79%). Il n'y a en revanche aucune différence¹⁶ de durée selon le diplôme obtenu même si les jeunes en possession d'une AFE paraissent avoir besoin de plus de temps pour trouver un emploi.

Tableau 15: Existence d'une période de chômage et durée de celle-ci (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes	% Hommes	% AFE	% AFP	% CFC
Période de chômage			(N=1300)	(N=1420)	(N=57)	(N=51)	(N=2612)
Non	1921	70.6	68.8	72.3	68.4	70.6	70.7
Oui	799	29.4	31.2	27.7	31.6	29.4	29.3
Total	2721	100	100	100	100	100	100
Durée du chômage			(N=388)	(N=399)	(N=19)	(N=15)	(N=753)
Moins de 3 mois	430	54.6	56.6	52.3	15.8	53.3	55.6
De 3 à 6 mois	221	28.1	25.1	31.2	36.8	26.7	27.9
De 7 à 12 mois	103	13.1	13	13.4	15.8	-	13.4
Plus de 12 mois	33	4.2	5.3	3.1	31.6	20	3.1
Total	787	100	100	100	100	100	100
Inscription à l'ORP			(N=403)	(N=367)	(N=19)	(N=15)	(N=737)
Non	160	20.7	20.6	20.7	26.3	33.3	20.4
Oui	611	79.3	79.4	79.4	73.7	66.7	79.6
Total	771	100	100	100	100	100	100

Les jeunes ayant effectivement connu une période de chômage sont moins nombreux que ceux pour qui ce n'est pas le cas (respectivement 29.4 et 70.6%). Cette proportion reste la même quel que soit le diplôme obtenu; en revanche une différence existe entre hommes et femmes, ces dernières étant proportionnellement plus nombreuses à avoir été concernées par le chômage (31.2 et 27.7%) ($X^2(1)=4.1$, $p<.05$).

La période de chômage a duré moins de trois mois pour plus de la moitié des jeunes (54.6%), trois à six mois pour près d'un tiers d'entre eux (28.1%) et plus de sept mois pour un septième (13.1%); une période de chômage de plus de 12 mois était nettement plus rare (4.2%). La durée du chômage est globalement moins longue pour les femmes que pour les hommes ($X^2(3)=13.3$, $p<.05$); et elle est aussi moins longue lorsque le niveau de formation est plus haut¹⁷ ($X^2(3)=47.8$, $p<.05$).

Durant leur période de chômage, quatre jeunes sur cinq se sont inscrits à l'ORP (79.3%). Cette proportion est la même quels que soient le sexe et le diplôme.

¹⁶ Le X^2 a été réalisé en regroupant les modalités « entre 7 et 12 mois » et « plus de 12 mois » pour des raisons de faible effectif dans certaines catégories.

¹⁷ Nous avons regroupé les modalités « AFE » et « AFP » et les avons opposées à la modalité « CFC ».

Tableau 16: Voie par laquelle l'emploi actuel a été trouvé (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1299)	% Hommes (N=1400)	% AFE (N=61)	% AFP (N=51)	% CFC (N=2592)
Par l'entreprise formatrice ou de stage	862	31.9	28.5	35.1	31.1	31.4	31.9
Par une offre d'emploi	526	19.5	24.5	14.9	-	9.8	20.1
Offre spontanée	465	17.2	19.8	14.9	19.7	5.9	17.4
Par la famille ou les connaissances	320	11.9	8.4	15.1	14.8	33.3	11.3
Par l'Office cantonal de l'emploi	49	1.8	0.7	2.9	9.8	-	1.7
Par l'école, un enseignant	4	0.1	0.3	-	-	-	0.2
Autre	170	6.3	5.3	7.2	8.2	9.8	6.2
<i>Total</i>	<i>2699</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Le plus fréquemment, c'est par le biais de leur entreprise formatrice que les jeunes ont eu accès à leur premier emploi; c'est le cas de presque un tiers des diplômés (31.9%). Près d'un cinquième d'entre eux l'ont obtenu en répondant à une annonce ou en envoyant une offre spontanée (19.5 et 17.2%) alors qu'un peu plus du dixième ont bénéficié du soutien de la famille ou de connaissances (11.9%).

Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à accéder à un emploi après avoir répondu à une annonce ou avoir fait une offre spontanée; à l'inverse, les hommes sont proportionnellement plus nombreux à avoir obtenu un emploi dans leur entreprise formatrice ou à avoir été aidés par le réseau familial ou celui, plus large, de leurs connaissances. Quel que soit le diplôme professionnel, l'obtention de l'emploi actuel par le biais de l'entreprise formatrice est la modalité la plus fréquente; elle concerne en effet près d'un tiers des jeunes de chaque catégorie. Les détenteurs d'une AFP ont particulièrement été aidés par leur famille ou leurs connaissances; les titulaires d'une AFE ont, plus que les autres, effectué des offres spontanées ou ont eu recours à l'ORP; quant aux détenteurs d'un CFC, ils ont été nombreux à répondre à une offre d'emploi.

Domaine d'activité et situation professionnelle

Une série de questions étaient destinées à connaître le domaine d'activité de l'entreprise dans laquelle étaient engagés les diplômés et à cerner plus précisément leurs conditions de travail et leur situation professionnelle. Les tableaux 17 à 18 présentent les réponses des jeunes relativement à ces questions.

Tableau 17: Domaine professionnel¹⁸ des emplois occupés par les titulaires d'un diplôme professionnel (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1302)	% Hommes (N=1401)	% AFE (N=57)	% AFP (N=53)	% CFC (N=2597)
Construction	420	15.5	4.1	26.2	56.1	11.3	14.7
Commerce	413	15.2	24.3	6.8	-	37.7	15.1
Fabrication	228	8.4	4.7	11.9	8.8	11.3	8.4
Action sociale	196	7.2	11.6	3.2	-	5.7	7.4
Santé	176	6.5	11.4	1.9	-	-	6.8
Entretien voitures, motos	171	6.3	1.7	10.6	-	17	6.2
Administration publique	168	6.2	8.6	4	-	-	6.5
Banques, assurances	154	5.7	3.8	7.4	-	-	5.9
Services	143	5.3	6.9	3.8	3.5	-	5.4
Autres services	143	5.3	8.4	2.4	12.3	-	5.2
Transports, communications	139	5.1	2.4	7.6	-	-	5.3
Hôtellerie, restauration	111	4.1	4.6	3.6	-	17	3.9
Agriculture, nature	68	2.5	1.2	3.7	19.3	-	2.2
Immobilier	59	2.2	3.2	1.2	-	-	2.3
Enseignement	31	1.1	1.7	0.6	-	-	1.2
Electricité, gaz, eau	20	0.7	0.2	1.2	-	-	0.7
Informatique	18	0.7	0.3	1	-	-	0.7
Organisations internationales	16	0.6	0.5	0.6	-	-	0.6
Plusieurs domaines	31	1.1	0.2	2	-	-	1.2
<i>Total</i>	<i>2705</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Les domaines professionnels les plus représentés par les emplois des diplômés sont la construction et le commerce qui concernent chacun un sixième des jeunes (15.5 et 15.2%) (tableau 17). Un huitième d'entre eux travaillent dans le domaine de la fabrication (8.4%), un peu moins dans celui de l'action sociale (7.2%) et les domaines de la santé, de l'entretien des voitures ou motos et de l'administration publique occupent 6.2 à 6.5% des jeunes. Quatre domaines accueillent chacun un vingtième des jeunes (les banques et les assurances, les services, les autres services, les transports et la communication), alors que

¹⁸ Quelques exemples d'activités pour chaque domaine professionnel. *Construction*: bâtiment, électricité, plomberie, routes; *commerce*: pharmacie, vente et réparation de vélos; *fabrication*: industrie, boulangerie, bijouterie, menuiserie; *action sociale*: EMS, foyers, garderies; *santé*: cabinet dentaire ou vétérinaire, hôpital; *entretien voitures, motos*: garage, station-service; *administration publique*: greffe municipal, gendarmerie; *banque, assurance*: banque cantonale, agence d'assurances; *services*: bureau architecture, agence nettoyage, agence sécurité; *autres services*: voirie, bibliothèque, coiffure, sport; *transports, communications*: TL, CFF, poste; *hôtellerie, restauration*: bar, restaurant, traiteur; *agriculture, nature*: entreprise viticole, horticulture; *immobilier*: agence immobilière; *enseignement*: public, privé; *électricité, gaz, eau*: Romande Energie, Alpic; *informatique*: réalisation de logiciels, réparation de matériel informatique.

moins de 5% des jeunes sont rattachés aux autres domaines, voire moins de 1% pour certains.

On trouve un plus grand pourcentage de femmes dans les domaines liés au commerce, à l'action sociale, à la santé, à l'administration publique et aux autres services: en effet, plus de deux tiers des emplois des femmes sont intégrés à ces domaines. De leur côté, les hommes travaillent plus fréquemment dans les domaines de la construction, de la fabrication, de l'entretien des voitures et des motos, de la banque et des assurances ainsi que des transports et de la communication: près de deux tiers des emplois des hommes sont concernés.

Tableau 18: Horaires hebdomadaires de travail (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1298)	% Hommes (N=1407)	% AFE (N=55)	% AFP (N=50)	% CFC (N=2599)
35 heures et plus	2369	87.6	82.6	91.1	85.5	78.7	87.8
Entre 25 et 34 heures	242	8.9	12.1	6.4	3.6	21.3	8.8
Entre 15 et 24 heures	70	2.6	4.3	1.5	7.3	-	2.5
14 heures ou moins	24	0.9	1.1	0.9	3.6	-	0.8
<i>Total</i>	<i>2705</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

La grande majorité des jeunes travaillent 35 heures par semaine ou plus (87.6%) et près d'un onzième entre 25 et 34 heures (tableau 18). Mais pour quelques jeunes, les heures travaillées ne dépassent pas 14 heures. Les hommes sont proportionnellement plus nombreux à travailler 35 heures ou plus (respectivement 91.1 et 82.6%), alors que le temps partiel correspondant à moins de 34 heures est plus fréquent chez les femmes ($X^2(3)=46.4$, $p<.05$). La prise en considération du diplôme professionnel montre que les temps partiels sont plus fréquents chez les diplômés AFP (21.3%), ce qui s'explique en partie par le fait que les femmes ayant obtenu ce type de diplôme sont plus nombreuses que les hommes.

Ces horaires de travail correspondent au taux souhaité par la majorité des jeunes, quoique proportionnellement un peu plus pour les hommes que pour les femmes: 82.6% d'entre elles se disent satisfaites contre 91.1% des hommes ($X^2(1)=7.7$, $p<.05$) (ces résultats ne font pas l'objet d'une présentation).

Le type de poste le plus fréquent est celui d'ouvrier ou d'employé qualifié (78.3% des jeunes) (tableau 19). Certains jeunes occupent cependant, 18 mois après l'obtention de leur diplôme, un poste à responsabilités¹⁹ (12.9%), voire se sont installés comme indépendants ou chefs d'entreprise (2.3%). Un nombre moins important de jeunes occupent des postes moins qualifiés comme employés (3.5%), aides ou auxiliaires (2%) et stagiaires (1%).

¹⁹ Il est toutefois difficile de connaître le sens exact donné au terme « responsabilité » par les jeunes.

Tableau 19: Type de poste occupé par les titulaires d'un diplôme professionnel en emploi (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1296)	% Hommes (N=1406)	% AFE (N=58)	% AFP (N=50)	% CFC (N=2595)
Stagiaire	27	1	1.7	1	5.2	-	0.9
Aide, auxiliaire	54	2	2.5	2.3	3.4	6	1.9
Employé non qualifié	95	3.5	3.6	4.7	27.6	6	2.9
Employé qualifié	2115	78.3	79.4	75.3	53.4	62	79.1
Poste à responsabilités	349	12.9	11.7	13.5	6.9	20	12.9
Indépendant, chef d'entreprise	63	2.3	1.2	3.2	3.4	6	2.2
<i>Total</i>	<i>2703</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Les hommes, plus fréquemment que les femmes, sont devenus indépendants ou ont des postes à responsabilités, alors que celles-ci sont proportionnellement plus nombreuses à avoir un poste d'employée qualifiée ($X^2(5)=22.7, p<.05$). Les postes les moins qualifiés s'observent plus fréquemment chez les diplômés AFE, les postes qualifiés chez les diplômés CFC; de manière plus surprenante, les postes à responsabilités et d'indépendants sont plus fréquents chez les diplômés AFP²⁰.

Tableau 20: Type de contrat de travail pour les titulaires d'un diplôme professionnel (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1298)	% Hommes (N=1400)	% AFE (N=59)	% AFP (N=49)	% CFC (N=2591)
CDI	2348	87.3	89.5	84.6	69.5	81.6	87.8
CDD	283	10.5	8.8	12	27.1	12.2	10.1
Indépendant	59	2.2	1.5	3.3	3.4	6.1	2.1
<i>Total</i>	<i>2691</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Près de neuf diplômés sur dix sont liés à leur employeur par un *contrat à durée indéterminée* (CDI, 87.3%) et 10% ont une situation plus précaire avec un *contrat à durée déterminée* (CDD); la question n'est pas pertinente pour les indépendants ou chefs d'entreprise (tableau 20). Les CDD sont plus nombreux proportionnellement chez les hommes et les CDI chez les femmes ($X^2(2)=17.2, p<.05$). C'est chez les jeunes diplômés AFP que la proportion de CDD est la plus grande, mais cette différence n'atteint pas le seuil de significativité statistique.

Correspondance entre la formation et l'emploi et évaluation de la situation professionnelle

Les titulaires d'un diplôme professionnel en emploi devaient estimer le degré d'adéquation entre la formation suivie et l'emploi actuel, à l'aide d'une échelle en quatre

²⁰ Nous n'avons pas appliqué le test statistique du X^2 en raison d'effectifs trop faibles dans certaines modalités.

points: « tout à fait »; « en partie seulement », « assez peu » et « pas du tout ». Les réponses à cette question sont présentées dans le tableau 21.

Tableau 21: Degré de correspondance entre la formation et l'emploi actuel (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1301)	% Hommes (N=1394)	% AFE (N=55)	% AFP (N=49)	% CFC (N=2588)
Correspond tout à fait	1785	66.2	65.6	66.9	50.9	61.2	66.7
Correspond en partie	54	20.9	23.8	18.3	16.4	16.3	21.1
Correspond assez peu	182	6.8	6.3	7.2	7.3	16.3	6.5
Ne correspond pas du tout	165	6.1	4.4	7.7	25.5	6.1	5.7
<i>Total</i>	<i>2695</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Globalement, les titulaires d'un diplôme professionnel en emploi considèrent que l'emploi qu'ils occupent correspond tout à fait (66.2%) ou en partie (20.9%) à la formation qu'ils ont suivie; mais pour certains, il n'y a pas de correspondance entre les deux (6.1%) ou peu (6.8%). Ce dernier cas de figure est plus fréquent chez les hommes ($X^2(1)=10.4$, $p<.05^{21}$). Le degré de correspondance varie également en fonction du type de diplôme obtenu ($X^2(2)=24.2$, $p<.05$). La correspondance perçue est la plus faible pour les diplômés AFE puisqu'un tiers d'entre eux répondent « assez peu » ou « pas du tout » ($7.3+25.5=32.8\%$); et elle est la plus forte chez les diplômés CFC ($66.7+21.1=87.8\%$).

Tableau 22: Degré de correspondance entre les exigences de la formation et l'emploi actuel (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1296)	% Hommes (N=1396)	% AFE (N=52)	% AFP (N=51)	% CFC (N=2591)
Surqualification	454	16.9	15.9	17.8	3.8	15.7	17.1
Qualification adéquate	1872	69.5	71.5	67.8	63.5	62.7	69.8
Sous-qualification	156	5.8	6	5.6	7.7	9.8	5.7
Pas de correspondance	210	7.8	6.6	8.9	25	11.8	7.4
<i>Total</i>	<i>2692</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

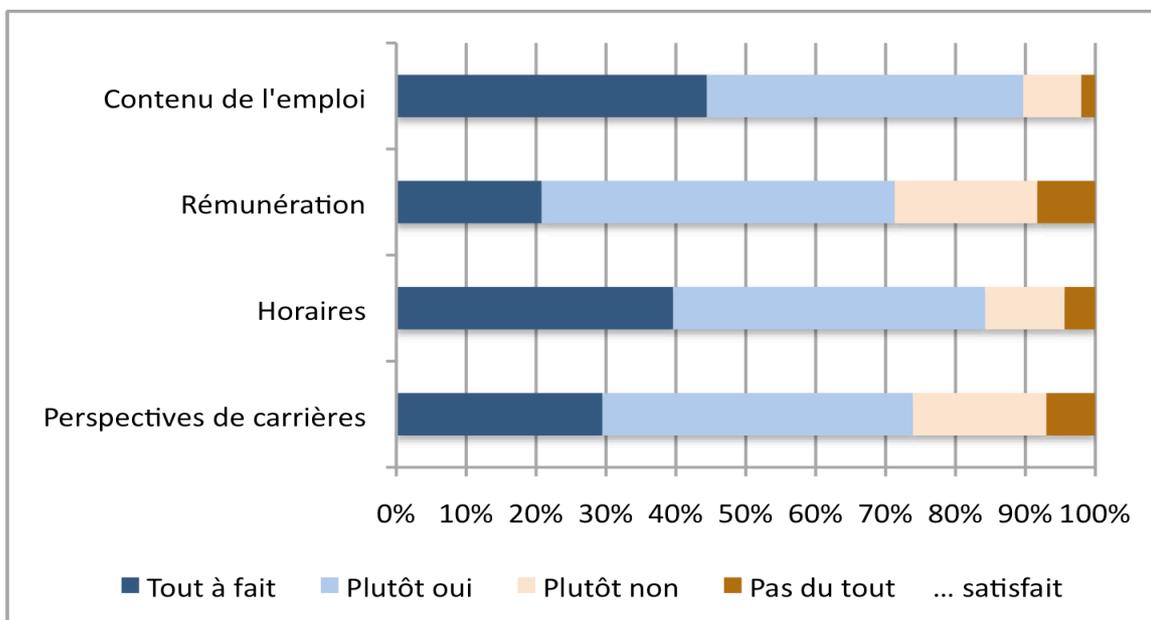
La plupart des jeunes considèrent que, par rapport à leur emploi, ils ont les qualifications adéquates (69.5%) (tableau 22). En revanche, un sixième d'entre eux se voient surqualifiés par rapport à leur emploi (16.9%), alors qu'un seizième pensent qu'ils sont sous-qualifiés (5.8%). Pour 7.8% des diplômés, le manque de correspondance entre la formation suivie et l'emploi actuel ne permet pas de répondre à cette réponse. Les hommes et les femmes ne se distinguent pas sur ce point. Chez les diplômés AFE, le sentiment de surqualification est moins fréquent que chez les diplômés AFP ou CFC (plus de 15% chez ces derniers contre moins de 4% chez les AFE). Il en est de même pour le sentiment de non-correspondance.

²¹ Pour effectuer la comparaison selon le sexe et le diplôme professionnel, nous avons regroupé les modalités « tout à fait » et « en partie » d'une part, et « assez peu » et « pas du tout » d'autre part, avant d'appliquer le test statistique du X^2 .

Les détenteurs d'un titre professionnel en emploi devaient évaluer certains aspects de leur emploi: le contenu de l'emploi, la rémunération, les horaires et les perspectives de carrière (graphique 2). Le contenu de l'emploi et les horaires sont les deux aspects pour lesquels la satisfaction est la plus grande: plus de 80% des titulaires se disent tout à fait ou plutôt satisfaits. En ce qui concerne la rémunération et les perspectives de carrière, c'est aussi la satisfaction qui domine globalement; mais la proportion de titulaires qui se disent plutôt pas satisfaits et surtout pas du tout satisfaits est nettement plus importante. L'insatisfaction touche près de 30% des titulaires pour ce qui est de la rémunération lorsque l'on prend en compte les modalités « pas du tout » et « plutôt non » satisfait.

Par rapport aux hommes, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à être très satisfaites ou, à l'inverse, insatisfaites de leur rémunération et de leurs horaires. C'est aussi le cas pour les perspectives de carrière qui sont perçues comme bien plus insatisfaisantes par les femmes que par les hommes²². Une différence existe pour la rémunération selon la formation de base; elle tient au fait que les certifiés AFE et CFC sont globalement moins satisfaits que les certifiés AFP²³.

Graphique 2: Evaluation de l'emploi par les titulaires d'un diplôme professionnel (N=2738)



Formation continue

Les titulaires d'un diplôme professionnel en emploi étaient interrogés sur les formations continues qu'ils avaient éventuellement suivies. La majorité d'entre eux n'en a pas suivi (80.6%) (tableau 23). Il y a un effet du diplôme professionnel puisque les diplômés AFE sont proportionnellement plus nombreux à s'être perfectionnés dans le cadre de la formation continue (respectivement 33.3% et 10 ou 19.3%) ($X^2(2)=9.5$, $p<.05$).

²² Ces différences sont statistiquement significatives pour la rémunération ($X^2(3)=42.3$, $p<.05$), les horaires ($X^2(3)=12.9$, $p<.05$) et les perspectives de carrière ($X^2(3)=17.7$, $p<.05$).

²³ Ces différences sont statistiquement significatives pour la rémunération ($X^2(6)=18.9$, $p<.05$).

Tableau 23: Formation continue suivie (N=2738)

	Total des jeunes		Sexe		Diplôme professionnel		
	N	%	% Femmes (N=1292)	% Hommes (N=1407)	% AFE (N=54)	% AFP (N=50)	% CFC (N=2595)
Non	2175	80.6	81.6	79.7	66.7	90	80.7
Oui	523	19.4	18.4	20.3	33.3	10	19.3
Total	2699	100	100	100	100	100	100

Le perfectionnement a principalement porté sur les pratiques professionnelles (68.5% des jeunes concernés), mais un cinquième des jeunes ont également cherché à améliorer leurs compétences linguistiques (21%) (tableau 24).

Tableau 24: Domaines dans lesquels une formation continue a été suivie (N=523)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=238)	% Hommes (N=285)
Pratiques professionnelles	349	66.5	57.1	74.7
Langues	113	21.6	23.5	20
Compétences sociales	47	9	9.2	8.8
Bureautique, informatique	42	8	10.5	6
Autre	44	8.4	10.9	6.3

2.2.3 LES TITULAIRES D'UN DIPLÔME PROFESSIONNEL EN FORMATION

Transition entre l'obtention du titre professionnel et la formation actuelle

Pour pouvoir spécifier le type de transition effectuée par les jeunes, il leur était demandé s'ils avaient débuté leur formation actuelle directement après l'obtention de leur diplôme professionnel et, en cas de réponse négative, quelles avaient été leurs activités durant l'année 2009-2010. Les réponses à ces questions figurent dans les tableaux 25 et 26.

Tableau 25: Type de transition entre l'obtention du diplôme professionnel et la formation actuelle (N=825)

	Transition directe		Transition indirecte		Total	
	N	%	N	%	N	%
AFE	11	42.3	15	57.7	26	100
AFP	24	82.8	5	17.2	29	100
CFC	339	44.9	416	55.1	755	100
Total	374	46.2	436	53.8	810	100

Les jeunes qui effectuent une transition indirecte sont plus nombreux, globalement, que ceux dont la transition est directe (respectivement 53.8 et 46.2%). C'est parmi les titulaires d'une AFP que l'on observe la plus grande proportion de transitions directes

(82.8% des jeunes sont dans ce cas), ce qui s'explique sans doute par la possibilité qui leur est offerte de poursuivre leur formation initiale jusqu'à l'obtention d'un CFC. En revanche, chez les titulaires d'une AFE et d'un CFC, les transitions indirectes sont les plus nombreuses et touchent plus de la moitié des jeunes. Cette différence est statistiquement significative ($X^2(2)=16.2, p<.05$).

Dans le cadre d'une transition indirecte, les jeunes devaient préciser quelles activités ils avaient menées durant l'année 2009-2010. Les activités mentionnées sont présentées par ordre décroissant dans le tableau 26.

Tableau 26: Activités menées durant l'année 2009-2010 par les titulaires d'un diplôme professionnel ayant effectué une transition indirecte dans leur formation actuelle (N=436)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=194)	% Hommes (N=245)
Exercice d'un emploi	184	42.2	54.6	31.8
Autre formation terminée	126	28.9	27.8	29.4
Service militaire ou civil	80	18.3	-	32.6
Séjour linguistique	75	17.2	27.3	9
Stage en vue d'une formation	39	8.9	14.9	4.1
Recherche de stage ou d'emploi	35	8	1	13.5
Vacances ou année sabbatique	29	6.7	5.7	7.3
Formation interrompue	17	3.9	2.1	5.3
Stage en vue d'un emploi	7	1.6	-	2.8
Autre activité	11	2.5	3.6	1.6

L'activité la plus fréquente a consisté à exercer un emploi: en effet, un peu plus de deux jeunes sur cinq ont eu une activité professionnelle entre le moment où ils ont obtenu leur diplôme et celui où ils ont débuté leur formation actuelle (42.2%). La deuxième activité la plus fréquente, qui concerne pas loin d'un tiers des jeunes (28.9%), se rapporte à une formation qui a été entreprise et terminée; il s'agit ici principalement de la maturité professionnelle obtenue par 90 jeunes. Un peu moins de 20% des titulaires ont effectué leur service militaire (ou civil) ou ont entrepris un séjour linguistique (18.3 et 17.2% respectivement). Les autres activités concernent moins de 10% des jeunes.

Certaines activités sont plus fréquentes chez les femmes: l'exercice d'un emploi, le séjour linguistique ou encore le stage en vue d'une formation. D'autres le sont davantage, ou exclusivement, chez les hommes: le service militaire ou civil et la recherche d'un stage ou d'un emploi.

Titre visé avec la formation actuelle

Un cinquième des titulaires d'un titre professionnel poursuivent une formation 18 mois après l'obtention de leur titre. Le titre visé par cette formation dépend de la formation initiale, comme le montre le tableau 27. La principale voie de poursuite de la formation pour les détenteurs d'une AFP ou AFE est l'apprentissage menant au CFC; 93.1% des titulaires d'une AFE et 85.7% des titulaires d'une AFP l'ont choisie.

Les titulaires d'un CFC ont davantage de possibilités. Ils peuvent se préparer à la maturité professionnelle en effectuant une année d'étude supplémentaire à plein temps, ou 2 ans en cours d'emploi; un peu plus d'un cinquième des titulaires d'un CFC sont dans ce cas. Une partie de ceux qui ont déjà obtenu leur maturité professionnelle ont entrepris des études dans une haute école (22.9%), une école supérieure (23.6%) ou s'y préparent en suivant le cours préparatoire de la passerelle Dubs (5.9%). Les diplômés ayant obtenu leur CFC au terme d'une formation duale se dirigent plutôt vers une maturité professionnelle (25.4%), une HES (19.3%), un autre CFC (19%) ou encore une école supérieure (17.4%); quant aux jeunes ayant effectué leur formation initiale en école à plein temps, ils se dirigent plus volontiers vers une école supérieure (43.9%) ou une HES (27.8%).

Tableau 27: Titre visé avec la formation actuelle des titulaires de diplômes professionnels (N=825)

	Jeunes concernés		% AFE (N=29)	% AFP (N=28)	% CFC (N=768)
	N	%			
Titre délivré par une haute école	176	26.3	-	-	22.9
Titre d'une école prof. supérieure	181	21.9	-	-	23.6
CFC	164	20	93.1	85.7	14.7
Maturité professionnelle	165	20	-	10.7	21.1
Examen complémentaire Dubs	45	5.5	-	-	5.9
Autre titre	56	6.7	6.9	3.6	6.9
Titre délivré par une université ou école polytechnique	38	4.6			4.9%
Total	825	100	100	100	100

La poursuite des études se fait majoritairement dans le canton de Vaud (79.7%). Les diplômés qui ne sont pas dans cette situation sont accueillis principalement par les cantons de Fribourg, Genève et Valais où se situent des écoles telles que, par exemple, la HES-SO ou la HEPIA. Les tableaux 28 et 29 présentent, dans un ordre décroissant, les principales hautes écoles ou écoles professionnelles supérieures choisies par les titulaires d'un titre professionnel.

Tableau 28: Principales hautes écoles choisies par les titulaires d'un titre professionnel (N=176)

Hautes écoles choisies par les femmes (N=66)	Hautes écoles choisies par les hommes (N=84)
Haute Ecole de santé Genève Ecole d'études sociales et pédagogiques Ecole suisse de tourisme, HES-SO Valais Ecole d'ingénieurs et d'architectes Fribourg	Haute Ecole d'ingénierie et de gestion Haute Ecole du paysage, d'ingénierie et d'architecture (HEPIA) Genève Ecole d'ingénieurs et d'architectes Fribourg

Tableau 29: Principales écoles professionnelles supérieures choisies par les titulaires d'un titre professionnel (N=181)

Ecoles professionnelles supérieures choisies par les femmes (N=51)	Ecoles professionnelles supérieures choisies par les hommes (N=116)
Ecole supérieure en éducation de l'enfance Ecole supérieure en éducation sociale	Centre professionnel du nord vaudois Ecole technique-école des métiers Lausanne

Les écoles pour lesquelles optent principalement les femmes montrent leur intérêt privilégié pour les domaines de la santé et du social, alors que les hommes sont davantage attirés par des domaines plus techniques.

Activités rémunérées durant la formation

Les titulaires d'un diplôme professionnel actuellement en formation étaient interrogés sur le fait d'exercer une activité rémunérée, ainsi que sur les motivations et motifs de celui-ci. Les tableaux 30 et 31 présentent leurs réponses à ces questions.

Tableau 30: Activités rémunérées exercées conjointement à la formation actuelle par les titulaires d'un diplôme professionnel (N=825)

	N	%
Pas d'activité rémunérée	333	41.2
Activité rémunérée dans le cadre de la formation	223	27.6
Activité rémunérée en dehors de la formation	252	31.2
<i>Total</i>	<i>808</i>	<i>100</i>

Un peu plus de deux jeunes sur cinq déclarent n'exercer aucune activité rémunérée (41.2%); à l'inverse, près de trois jeunes sur cinq en exercent une, que ce soit dans le cadre de leur formation (27.6%) ou en dehors de celle-ci (31.2%). Les jeunes fréquentant une école supérieure ou une HES sont proportionnellement plus nombreux à ne pas avoir de travail rémunéré (respectivement 51.9 et 53.7%); les jeunes ayant entrepris une formation menant au CFC sont les plus nombreux à mentionner une activité rémunérée dans le cadre de la formation (80.2%); et ceux qui sont entrés à l'université, qui sont inscrits à la passerelle Dubs ou à la maturité professionnelle sont les plus nombreux à travailler en plus de leur formation (respectivement 56.7, 52.2 et 49%). Ces différences atteignent la significativité statistique ($X^2(12)=2260.6$, $p<.05$).

Tableau 31: Nécessité d'exercer une activité rémunérée en plus de la formation (N=252)

	N	%
Oui, c'est absolument nécessaire	108	44.8
Oui, c'est plus ou moins nécessaire	93	38.6
Non, ce n'est pas vraiment nécessaire	40	16.5
<i>Total</i>	<i>241</i>	<i>100</i>

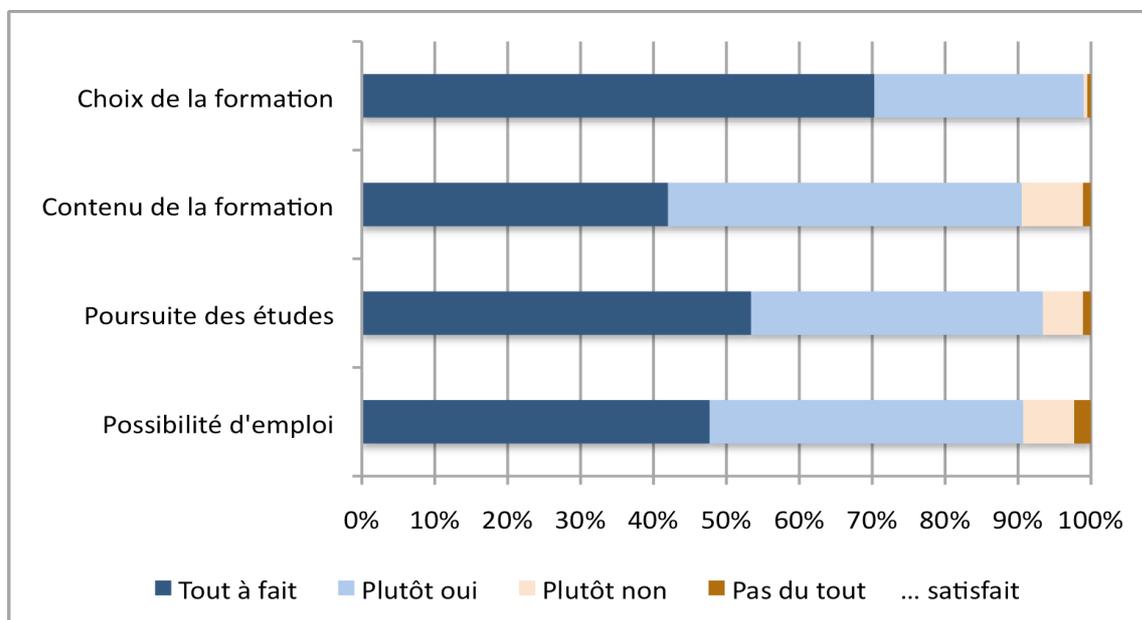
Les jeunes qui exercent une activité rémunérée le font parce qu'ils considèrent que c'est absolument nécessaire (44.8%) ou plus ou moins nécessaire (38.6%); à l'inverse, 16.5% le font sans véritable nécessité (tableau 31). Les diplômés ayant entrepris des études universitaires ou la passerelle Dubs sont proportionnellement les plus nombreux à travailler en plus de leurs études sans véritable nécessité, alors que ceux qui fréquentent une école supérieure ou une HES sont les plus nombreux à parler de nécessité. Toutefois, le test statistique du khi carré n'a pas pu être appliqué à ces données en raison d'effectifs trop faibles dans certaines modalités de réponse.

Les revenus provenant de ces activités rémunérées sont principalement destinés au financement des loisirs et à la subvention des besoins quotidiens, ou sont motivés par le désir d'être confronté au monde du travail et d'être indépendant des parents. Ces raisons sont mentionnées par 50 à 63% des diplômés. En revanche, le remboursement de dettes ou la contribution à l'entretien de la famille sont des motivations plus rares (respectivement 7.7 et 6.2% des jeunes).

Appréciation de la formation actuelle

Les titulaires d'un diplôme professionnel devaient évaluer certains aspects de la formation actuellement suivie (choix de la formation, contenu, possibilités d'études ultérieures et possibilités d'emploi offertes par la formation) à l'aide d'échelles en quatre points: « tout à fait satisfait », « plutôt satisfait », « plutôt pas satisfait » et « pas du tout satisfait ». Les réponses sont présentées dans le graphique 3.

Graphique 3: Evaluation de la formation actuellement suivie par les titulaires d'un diplôme professionnel (N=825)



La très grande majorité des titulaires d'un diplôme professionnel se déclare satisfait de sa formation actuelle, que ce soit pour le choix de la formation, son contenu, les possibilités d'études ultérieures ou les possibilités d'emploi. En effet, plus de 90% des titulaires déclarent être tout à fait ou plutôt satisfaits. Globalement, le degré de satisfaction des

femmes par rapport au choix de la formation et aux possibilités d'études ultérieures est moindre que celui exprimé par les hommes²⁴.

Le degré de satisfaction concernant le choix de la formation est le même quelle que soit la formation actuellement suivie. En revanche, le degré de satisfaction concernant les contenus des études est moindre chez les étudiants des écoles supérieures, de l'université et de la maturité professionnelle ($X^2(6)=19.0$, $p<.05$); il en est de même pour les jeunes ayant entrepris une formation menant au CFC en ce qui concerne les possibilités d'études ultérieures ($X^2(6)=57.2$, $p<.05$) et pour les jeunes de la passerelle Dubs, de l'université et de la maturité professionnelle par rapport aux possibilités d'emploi ($X^2(6)=64.2$, $p<.05$).

Possibilité d'exercer un métier en rapport avec la formation actuelle

Il était demandé aux diplômés à quel point ils étaient sûrs d'exercer un métier lié à la formation qu'ils étaient actuellement en train de suivre. Une échelle en six points leur était proposée où 1 correspondait à « pas du tout sûr » et 6 « tout à fait sûr ». Les réponses sont présentées dans le tableau 32.

Tableau 32: Degré de certitude quant à la possibilité d'exercer un métier en rapport avec la formation actuelle (N=825)

	1 Pas du tout		2-3 Plutôt non		4-5 Plutôt oui		6 Tout à fait		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Titulaires d'un titre professionnel en formation	27	3.5	87	11.3	359	46.3	302	39	775	100

La plupart des jeunes sont plutôt sûrs (46.3%) ou tout à fait sûrs (39%) d'exercer plus tard un métier qui est lié à la formation qu'ils suivent actuellement; à l'inverse, un septième d'entre eux ne manifestent pas un tel degré de certitude. Une différence existe entre les réponses des jeunes, en fonction de la formation qu'ils sont actuellement en train de suivre. Les jeunes des catégories « maturité professionnelle », « passerelle Dubs » ou « autre formation » sont les moins optimistes sur ce point ($X^2(18)=118.2$, $p<.05$).

2.3 SITUATION GÉNÉRALE 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT DE CULTURE GÉNÉRALE OU D'UN DIPLÔME DE COMMERCE

2.3.1 SITUATION DES TITULAIRES D'UN CERTIFICAT DE CULTURE GÉNÉRALE OU D'UN DIPLÔME DE COMMERCE EN DÉCEMBRE 2010

18 mois après l'obtention de leur certificat de l'école de culture générale ou d'un diplôme de commerce²⁵ (ECGC), près de trois quarts des jeunes poursuivaient leur formation (73.9%). Un septième d'entre eux avaient trouvé un emploi, alors que moins de 10% étaient dans une situation autre ou en recherche d'emploi (respectivement 8.1 et 3.7%) (tableau 33).

²⁴ Les différences sont statistiquement significatives pour le choix des études ($X^2(3)=9$, $p<.05$) et les possibilités d'études ($X^2(3)=21.4$, $p<.05$).

²⁵ Dans la suite de cette section, nous utiliserons les mots « diplôme » ou « certificat » en prenant en compte l'ensemble des détenteurs d'un titre de l'ECGC.

Presque la moitié des diplômés actuellement en formation poursuivent leurs études dans une HES (48.5%), alors que près d'un tiers sont au gymnase ou en école professionnelle pour y obtenir une maturité ou préparer l'examen fédéral de la passerelle Dubs (30.5%). Nettement moins nombreux sont les jeunes qui fréquentent une école supérieure, l'université ou une école polytechnique (3 et 2.8%).

En ce qui concerne les situations autres, le service militaire (ou civil) y occupe une place importante (44.3% des jeunes concernés et uniquement des hommes), tout comme le stage linguistique (31.5%). Trois femmes n'ont pas d'activité professionnelle et s'occupent de leur famille (5.6%) et dix personnes étaient dans l'attente de débiter une nouvelle activité après en avoir terminé une (16.7%).

Tableau 33: Situation en décembre 2010 des détenteurs d'un titre ECGC (N=670)

Situation		N	%
En formation		495	73.9
	Dans une HES	240	48.5
	Au gymnase ou en école professionnelle	151	30.5
	Dans une école supérieure	15	3
	Dans une université ou école polytechnique	14	2.8
	Autre	75	15.2
En emploi		96	14.3
En recherche d'emploi		25	3.7
Autre situation		54	8.1
	Service militaire	25	44.3
	Vacances, voyages, année sabbatique et autres	9	16.7
	Stage linguistique	17	31.5
	Maison	3	5.6
<i>Total</i>		<i>670</i>	<i>100</i>

Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à être en formation (respectivement 75.8 et 70%) ou en emploi (16.1 et 11%); ceux-ci sont, en revanche, proportionnellement plus nombreux à mentionner une activité autre (13.9 et 5.1%) ou à être en recherche d'emploi (5.1 et 3%). Cette différence atteint la significativité statistique ($X^2(3)=19.9, p<.05$).

2.3.2 LES TITULAIRES D'UN CERTIFICAT DE CULTURE GÉNÉRALE OU DIPLÔME DE COMMERCE EN FORMATION

Transition entre le certificat de culture générale et de commerce et la formation actuelle

Deux diplômés ECGC sur cinq ont commencé leur formation actuelle directement après l'obtention de leur certificat (41%) (tableau 34). A l'inverse, la transition a été indirecte

pour trois jeunes sur cinq (59%). Les hommes et les femmes ne se distinguent pas sur ce point.

Tableau 34: Type de transition entre l'obtention du diplôme ou certificat ECGC et la formation actuelle (N=495)

	Transition directe		Transition indirecte		Total	
	N	%	N	%	N	%
Total	201	41	289	59	490	100

Différentes activités ont été menées durant cet intervalle (tableau 35), la plus fréquente étant d'avoir terminé une formation; pas loin de la moitié des diplômés sont dans ce cas (47.7%). Un quart d'entre eux ont eu un emploi (25.9%), et près d'un sixième ont effectué un séjour linguistique ou un stage avant de commencer une autre formation (respectivement 17.6 et 15.9%). Moins nombreux encore sont ceux qui ont fait leur service militaire (ou civil) (11.1%), ont pris des vacances ou voyagé (10.7%) ou encore ont interrompu une formation (6.6%).

La comparaison des réponses des femmes et des hommes met en évidence que les premières sont proportionnellement un peu plus nombreuses que ces derniers à avoir terminé une formation, réalisé un stage ou voyagé; de leur côté, plus d'un tiers des hommes ont effectué leur service militaire ou civil (35.5%).

Tableau 35: Activités menées durant l'année 2009-2010 par les détenteurs d'un titre ECGC ayant effectué une transition indirecte dans leur formation actuelle (N=289)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=199)	% Hommes (N=90)
Autre formation terminée	138	47.7	49.7	43.3
Emploi	75	25.9	20.1	17.8
Séjour linguistique	51	17.6	18.1	16.7
Stage avant une autre formation	46	15.9	17.6	13.3
Service militaire/civil	32	11.1	-	35.5
Voyages/vacances/année sabbatique	31	10.7	12.5	6.7
Autre formation interrompue	19	6.6	8	4.4
Recherche d'emploi ou de stage	17	5.9	6.5	4.4
Stage en vue d'un emploi	3	1	1.5	-
Autres activités	8	2.8	1	6.7

Choix du type, de l'institution et du lieu de formation

Les titulaires d'un certificat ECGC devaient indiquer quel titre ils envisageaient avec leur formation actuelle. Leurs réponses sont présentées dans le tableau 36.

Tableau 36: Titre visé avec la formation actuelle des détenteurs d'un titre ECGC (N=495)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=329)	% Hommes (N=166)
Titre délivré par une HEP, HES, HEM	240	48.5	54.4	36.7
CFC	69	13.9	13.6	14.4
Maturité gymnasiale	67	13.5	11.2	18.1
Maturité professionnelle	50	10.1	9.1	12
Examen complémentaire DUBS	21	4.2	5.8	1.2
Titre d'une école prof. supérieure	14	2.8	2.4	3.6
Titre d'uni., d'école polytechnique	14	2.8	0.6	7.2
Maturité spécialisée	11	2.2	1.8	3
Autre titre	7	1.8	0.9	3.6
<i>Total</i>	<i>495</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Dix-huit mois après l'obtention de leur titre ECGC, près de la moitié des titulaires se trouvent dans une haute école spécialisée pour y obtenir un diplôme, Bachelor ou Master (48.5%). Un septième des diplômés visent un CFC (13.9%) ou une maturité gymnasiale (13.5%) et un dixième une maturité professionnelle (10.1%). Les autres titres mentionnés sont l'examen complémentaire de la passerelle Dubs, les titres d'une école professionnelle supérieure, d'une université ou d'une école polytechnique et, enfin, la maturité spécialisée; mais ces autres titres concernent un nombre plus limité de diplômés.

Le tableau 37 présente les principales hautes écoles choisies par les titulaires d'un certificat ECGC, et le tableau 38 répertorie les métiers de ceux qui sont en formation professionnelle. Ces informations sont présentées dans un ordre décroissant.

Tableau 37: Principales hautes écoles choisies par les détenteurs d'un titre ECGC (N=240)

Hautes écoles choisies par les femmes (N=170)	Hautes écoles choisies par les hommes (N=56)
Ecole d'études sociales et pédagogiques Haute Ecole pédagogique Haute Ecole de santé Genève Haute Ecole de santé Vaud	Haute Ecole d'ingénierie et de gestion Haute Ecole de santé Genève Haute Ecole pédagogique Ecole cantonale d'art de Lausanne

Les quatre hautes écoles les plus prisées par les femmes confirment leur intérêt classique pour les métiers de la santé et du social. Il y a plus de variété chez les hommes puisque qu'on y trouve à la fois la présence de hautes écoles liées aux domaines de la santé et du social, mais aussi des écoles formant à des domaines techniques ou artistiques.

Le choix des métiers opéré par les femmes et les hommes va dans le même sens, à savoir, pour une part, la présence de métiers dits « typiquement féminins » du côté des femmes (couturière, esthéticienne, décoratrice) et de métiers dits « masculins » chez les hommes (informaticien, charpentier, dessinateur). En outre, un nombre non négligeable de métiers

mentionnés sont exigeants, dans le sens où ils requièrent 4 ans de formation (chiffres entre parenthèses dans le tableau 38); cela est particulièrement vrai chez les hommes.

Tableau 38: Métiers choisis par les détenteurs d'un titre ECGC visant un CFC (N=69)

Métiers choisis par les femmes (N=43)	Métiers choisis par les hommes (N=18)
Employée de commerce (3*)	Informaticien (4)
Laborantine (3)	Laborantin (3)
Couturière (2)	Charpentier (4)
Cuisinière (3)	Dessinateur (4)
Décoratrice (4)	Dessinateur en génie civil (4)
Droguiste (4)	Employé de commerce (3)
Esthéticienne (3)	
Graphiste (4)	
Agente en information documentaire (4)	
Médiaticienne (4)	
Métier de la restauration ou de l'hôtellerie	

* Nombres d'années de formation.

Les diplômés devaient indiquer où ils suivaient leur formation, dans le canton de Vaud, ailleurs en Suisse ou à l'étranger. Dans ces deux derniers cas, ils devaient préciser le canton ou le pays. Les réponses se trouvent dans le tableau 39.

Tableau 39: Lieu de formation (N=493)

Lieu de formation	N	%
Canton de Vaud	439	89.8
Autre canton	48	9.8
A l'étranger	2	0.4
<i>Total</i>	<i>488</i>	<i>100</i>

Près de neuf diplômés sur dix poursuivent leur formation actuelle dans le canton de Vaud (89.8%). Seuls deux d'entre eux suivent une formation à l'étranger (0.4%). Et les 9.8% de jeunes étudiant dans un autre canton le font essentiellement à la HES-SO du Valais, à la HES travail social de Fribourg ou à la HEPIA de Genève.

Activité rémunérée durant la formation

A la question sur les activités rémunérées exercées conjointement à la formation, un peu plus du tiers des diplômés répondent ne pas en exercer (35.6%) (tableau 40). A l'inverse, les autres diplômés en exercent une, soit dans le cadre de leur formation (31.6%), soit en dehors (32.8%). Pour la moitié des jeunes (50.8%), l'activité rémunérée correspond à 8 heures hebdomadaires ou moins; toutefois, certains travaillent plus, entre 9 et 14 heures (29.9%), voire entre 15 et 24 heures (13%).

Les hommes sont proportionnellement plus nombreux à n'avoir aucune activité rémunérée (42.4 contre 32.2%), alors que la proportion de femmes exerçant une activité rémunérée en dehors de la formation est plus grande (37.1 contre 24.2%). Cette différence atteint la significativité statistique ($X^2(2)=8.9, p<.05$).

Tableau 40: Activités rémunérées exercées conjointement aux études par les détenteurs d'un titre ECGC (N=493)

	N	%
Pas d'activité rémunérée	176	35.6
Activité rémunérée dans le cadre de la formation	155	31.6
Activité rémunérée en dehors de la formation	162	32.8
<i>Total</i>	<i>493</i>	<i>100</i>

Tableau 41: Nécessité d'exercer une activité rémunérée en dehors de la formation (N=493)

	N	%
Oui, c'est absolument nécessaire	34	21.5
Oui, c'est plus ou moins nécessaire	69	42.8
Non, ce n'est pas vraiment nécessaire	57	35.7
<i>Total</i>	<i>160</i>	<i>100</i>

Parmi les personnes qui ont un travail rémunéré, un peu plus du tiers considèrent que cette activité n'est pas vraiment nécessaire (35.7%) (tableau 41). Mais toutes les autres personnes répondent que cette activité est plus ou moins nécessaire (42.8%), voire absolument nécessaire (21.5%). Les femmes et les hommes ne se distinguent pas sur ce point.

Les raisons les plus fréquemment invoquées pour justifier l'exercice d'une activité rémunérée sont le financement des loisirs (mentionné par 137 jeunes), l'indépendance vis-à-vis de la famille (N=91), l'établissement d'un contact avec le monde professionnel (N=90) et le fait de subvenir à ses besoins (N=84).

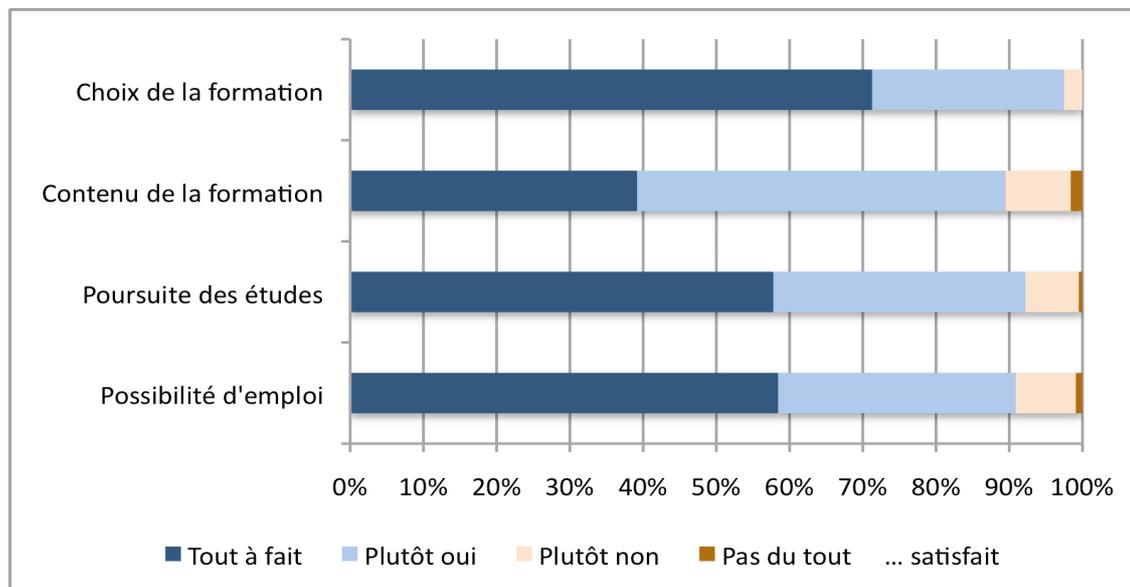
Appréciation de la formation actuelle

Les détenteurs d'un titre ECGC avaient à évaluer certains aspects de la formation actuellement suivie relatifs à son choix, son contenu, les possibilités d'études ultérieures et d'emploi offertes par cette formation. Les réponses figurent dans le graphique 4.

Globalement, les titulaires d'un titre ECGC se montrent positifs à propos de l'ensemble de ces aspects; en effet, environ 90% des certifiés, voire nettement plus en ce qui concerne le choix de la formation, se disent tout à fait ou plutôt satisfaits. La plus grosse insatisfaction concerne le contenu de la formation qui recueille un peu plus de 10% de réponses négatives.

Les femmes et les hommes ne se distinguent pas dans leurs réponses, hormis une tendance des femmes à évaluer un peu plus positivement les possibilités d'études ultérieures ($X^2(3)=7.1, p<.1$).

Graphique 4: Evaluation de la formation actuellement suivie par les titulaires d'un certificat ECGC (N=493)



Possibilité d'exercer un métier en rapport avec la formation actuelle

Les diplômés ECGC devaient dire à quel point ils imaginaient pouvoir exercer plus tard un métier lié à la formation qu'ils étaient en train de suivre. Leurs réponses sont présentées dans le tableau 42.

Tableau 42: Degré de certitude quant à la possibilité d'exercer un métier en rapport avec la formation actuelle (N=493)

	1		2-3		4-5		6		Total	
	Pas du tout		Plutôt non		Plutôt oui		Tout à fait		N	%
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Diplômés ECGC en formation	15	3.1	36	7.5	206	42.9	223	46.5	480	100

Les détenteurs d'un titre ECGC sont plutôt optimistes quant à la possibilité d'exercer une profession en rapport avec la formation suivie; en effet, 46.5% d'entre eux en sont tout à fait certains, alors que 42.9% sont plutôt certains. Les femmes et les hommes ne se distinguent pas sur ce point.

2.3.3 LES TITULAIRES D'UN CERTIFICAT DE CULTURE GÉNÉRALE ET DE DIPLÔME DE COMMERCE EN EMPLOI

Transition vers l'emploi

Après l'obtention du certificat ECGC, plus nombreux sont les diplômés ayant effectué une transition indirecte (56.5%) vers leur emploi actuel que ceux pour qui la transition a été directe (43.5%) (tableau 43). Cette proportion est globalement identique chez les femmes et les hommes. Ces résultats correspondent à ceux observés pour la transition vers la formation (tableau 34).

Tableau 43: Type de transition entre l'obtention d'un titre ECGC et l'entrée en emploi (N=96)

	Transition directe		Transition indirecte		Total	
	N	%	N	%	N	%
Total	41	43.5	53	56.5	94	100

Différentes activités ont été menées durant la période précédant l'emploi actuel (tableau 44). La plus fréquente, qui touche un peu plus de la moitié des diplômés (52.8%) consiste en l'achèvement d'une formation. Certaines activités, telles que l'accomplissement d'un stage en vue d'une formation ou d'un emploi, l'interruption d'une formation ou l'amélioration des compétences langagières dans le cadre d'un séjour linguistique ont concerné 13 à 17% des diplômés.

Tableau 44: Activités menées durant l'année 2009-2010 par les détenteurs d'un titre ECGC ayant effectué une transition indirecte dans leur emploi actuel (N=53)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=40)	% Hommes (N=13)
Formation terminée	28	52.8	57.5	46.1
Stage en vue d'une formation	9	16.9	12.5	-
Stage en vue d'un emploi	7	13.2	12.5	15.4
Formation interrompue	7	13.2	7.5	30.8
Séjour linguistique	6	11.3	12.5	15.4
Recherche d'un emploi ou stage	5	9.4	7.5	15.4
Voyages, vacances, année sabbatique	3	5.6	7.5	-

La comparaison des réponses des femmes et des hommes montre globalement l'existence d'une plus grande variété d'activités chez les premières (mais qui sont aussi plus nombreuses). Néanmoins, la réalisation d'une formation est l'activité qui a rassemblé le plus de femmes, proportionnellement, puisque plus de la moitié d'entre elles étaient concernées (57.5%). Chez les hommes, terminer une formation est également l'activité la plus fréquente (46.1%), alors qu'une interruption de formation a touché 30.8% d'entre eux.

Recherche d'emploi et chômage

A quel moment les diplômés ont-ils recherché leur premier emploi après la fin de leur formation ? La plupart l'ont fait immédiatement ou moins de trois mois après l'obtention de leur certificat (74.1%), alors qu'un cinquième l'ont fait entre le troisième et le sixième mois (18.9%) (tableau 45). Les femmes semblent s'être plus rapidement mises à la recherche de leur premier emploi que les hommes puisque 78.3% d'entre elles l'ont fait immédiatement ou dans les trois premiers mois (contre 61.5% des hommes). Mais le test statistique du khi carré n'a pas pu être appliqué sur ces données.

Tableau 45: Recherche du premier emploi (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=69)	% Hommes (N=26)
Immédiatement ou moins de 3 mois	70	74.1	78.3	61.5
Entre 3 et 6 mois	18	18.9	14.5	30.8
Entre 7 et 12 mois	5	5.2	4.3	7.7
Plus de 12 mois	2	1.8	2-2.9	-
<i>Total</i>	<i>94</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

La majorité des diplômés ECGC n'ont pas été touchés par le chômage avant leur premier emploi (70.3%) (tableau 46). Inversement, près d'un tiers des jeunes ont connu une période de chômage, laquelle a duré moins de trois mois dans la moitié des cas (50%) ou trois à six mois pour près de deux jeunes sur cinq (39.3%), le chômage de plus longue durée étant nettement plus rare. A cette occasion, la plupart des jeunes se sont inscrits à l'ORP (61%).

Tableau 46: Existence d'une période de chômage et durée de celle-ci (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes	% Hommes
Période de chômage			(N=70)	(N=26)
Non	67	70.3	70	69.2
Oui	28	29.7	30	30.8
<i>Total</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
Durée du chômage			(N=22)	(N=8)
Moins de 3 mois	14	50	59.1	25
De 3 à 6 mois	11	39.3	22.7	75
De 7 à 12 mois	2	7.1	9.1	-
Plus de 12 mois	2	7.1	9.1	-
<i>Total</i>	<i>28</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
Inscription à l'ORP			(N=21)	(N=8)
Non	11	39	52.4	-
Oui	17	61	47.6	100
<i>Total</i>	<i>28</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

La comparaison des femmes et des hommes montre qu'ils ne se distinguent pas sur le fait d'avoir connu, ou non, une période de chômage. La durée de celui-ci semble en revanche être plus courte chez les femmes que chez les hommes, puisqu'elle est de moins de trois mois pour près de deux tiers des premières (59.1%) et de trois à six mois chez trois quarts des seconds (75%). Cela explique peut-être pourquoi tous les hommes se sont inscrits à l'ORP, alors que seules 47.6% des femmes l'ont fait. Toutefois, sur ces deux derniers points, les différences entre femmes et hommes n'ont pu être étayées par le test statistique du khi carré en raison d'effectifs trop faibles dans certaines modalités.

Le premier emploi a le plus souvent été obtenu par le biais de l'entreprise formatrice ou du lieu de stage (tableau 47). Pas loin de la moitié des jeunes sont restés comme employés dans l'entreprise où ils ont effectué leur formation ou leur stage (46.9%). Mais pour beaucoup de jeunes, le premier emploi a été trouvé après avoir répondu à une offre d'emploi (16.6%) ou après avoir envoyé une offre spontanée (25%). Le recours au réseau familial ou à celui des connaissances existe pour 13.5% des cas.

Tableau 47: Voie par laquelle l'emploi actuel a été trouvé (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=70)	% Hommes (N=26)
Par l'entreprise formatrice ou de stage	45	46.9	50	38.5
Offre spontanée	24	25	34.2	-
Par une offre d'emploi	16	16.6	14.3	23.1
Par la famille ou les connaissances	13	13.5	12.8	15.4
Par l'Office cantonal de l'emploi	2	2.1	2.8	-
Par l'école, un enseignant	2	2.1	2.8	-
Autre	7	7.3	2.8	23.1

Les femmes ont trouvé leur emploi actuel essentiellement par le biais de l'entreprise dans laquelle elles se sont formées ou ont effectué un stage (50%), ou alors en proposant spontanément leurs offres (34.2%). Le rôle de l'entreprise formatrice ou de stage occupe aussi le premier plan chez les hommes (38.5%), mais la réponse à une offre d'emploi (23.1%) ou l'activation du réseau familial ou des connaissances (15.4%) sont des voies également importantes. Ces différences, qui ne sont que des tendances (pas d'utilisation du test statistique du khi carré possible), s'accompagnent du constat que l'accès à l'emploi s'est fait, chez quelques femmes, par plusieurs voies.

Domaine d'activité et situation professionnelle

Les domaines d'activité les plus fréquents parmi les certifiés ECGC en emploi sont ceux de l'action sociale (36.5%) et, mais dans des proportions moindres, de l'administration publique (11.5 %) et des banques ou assurances (10.4%) (tableau 48).

Tableau 48: Domaine professionnel²⁶ des emplois occupés par les détenteurs d'un titre ECGC (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=70)	% Hommes (N=26)
Action sociale	35	36.5	47.1	7.7
Administration publique	11	11.5	10	15.4
Banques, assurances	10	10.4	8.6	15.4
Autres services	8	8.3	2.8	23.1
Services	6	6.2	4.3	7.7
Fabrication	5	5.2	2.8	15.4
Immobilier	5	5.2	4.3	7.7
Hôtellerie, restauration	3	3.1	4.3	-
Enseignement	3	3.1	4.3	-
Construction	2	2.1	2.8	-
Organisations internationales	2	2.1	-	7.7
Entretien voitures, motos	2	2.1	2.8	-
Transports, communications	2	2.1	2.8	-
Plusieurs domaines	2	2.1	2.8	-
<i>Total</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

La comparaison entre les femmes et les hommes montre que, si une proportion importante de celles-là travaillent dans le domaine de l'action sociale (47.1%) — soit par exemple dans les garderies ou les EMS —, c'est un domaine qui reste peu attractif pour les hommes (7.7%). Ces derniers sont davantage attirés par les domaines des services, de l'administration publique ou des banques et assurances.

Tableau 49: Horaires hebdomadaires de travail (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=69)	% Hommes (N=26)
35 heures et plus	68	71.1	72.5	69.2
Entre 25 et 34 heures	13	13.7	7.2	30.7
Entre 15 et 24 heures	11	11.8	15.9	-
Entre 9 et 14 heures	3	3.4	4.3	-
<i>Total</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Près de trois quarts des diplômés ECGC en emploi travaillent 35 heures ou plus dans la semaine (71.1%), un septième entre 15 et 34 heures (13.7%) et un peu plus d'un dixième entre 15 et 24 heures (11.8%) (tableau 49). Un horaire inférieur à 14 heures hebdomadaires est nettement plus rare mais concerne néanmoins trois personnes.

²⁶ Voir la note du tableau 17 pour des exemples d'activités liées aux domaines professionnels.

Globalement, le taux de travail effectif correspond au taux souhaité chez 90% des personnes.

La proportion de femmes et d'hommes travaillant 35 heures ou plus est la même. En revanche, aucun homme ne travaille moins de 24 heures hebdomadaires, alors que c'est le cas de plusieurs femmes.

Tableau 50: Type de poste occupé par les détenteurs d'un titre ECGC en emploi (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=67)	% Hommes (N=26)
Stagiaire	3	3.2	4.5	-
Aide, auxiliaire	9	9.7	4.5	23.1
Employé non qualifié	15	16.1	16.4	15.4
Employé qualifié	61	65.6	70.1	53.8
Poste à responsabilités	5	5.4	4.5	7.7
Indépendant, chef d'entreprise	-	-		-
<i>Total</i>	<i>93</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Le type de poste le plus fréquemment occupé par les diplômés ECGC est celui d'employé qualifié: 64.6% des jeunes sont dans ce cas (tableau 50). Pour plus du quart des jeunes, les postes requièrent des qualifications moindres (employé non qualifié, 16.1% ou aide et auxiliaire, 9.7%) ou sont précaires (stagiaire, 3.2%). A l'inverse, quelques diplômés occupent déjà des postes à responsabilités (5.4%).

La proportion de femmes travaillant comme employées qualifiées est plus grande que celle des hommes (70.1 et 53.8%) (tableau 50). La proportion d'hommes occupant un poste moins qualifié est plus grande (15.4 et 23.1% contre 16.4 et 4.5%); il en est de même pour les postes à responsabilités (7.7 et 4.5%). Toutefois, ces différences ne sont pas significatives sur un plan statistique.

Tableau 51: Type de contrat de travail pour les détenteurs d'un titre ECGC (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=70)	% Hommes (N=26)
CDI	64	66.8	72.9	50
CDD	32	33.2	27.1	50
<i>Total</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

La plupart des contrats de travail liant les diplômés ECGC à leur employeur sont à durée indéterminée (CDI, 66.8%). C'est plus fréquemment le cas chez les femmes que les hommes ($X^2(1)=4.4$, $p<.05$).

Quant au lieu de travail, il se situe pour la majorité dans le canton de Vaud (91.3%); 8.7% des jeunes travaillent ailleurs, mais en Suisse.

Correspondance entre la formation et l'emploi et évaluation de la situation professionnelle

Globalement, les emplois occupés par les jeunes diplômés ECGC correspondent tout à fait ou en partie à la formation qu'ils ont suivie (50.3 et 22.1%). Ce n'est toutefois pas le cas dans un cinquième des situations pour lesquelles l'emploi actuel ne correspond pas à la formation (21.7%) (tableau 52).

Tableau 52: Degré de correspondance entre la formation et l'emploi actuel (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=68)	% Hommes (N=23)
Correspond tout à fait	46	50.3	55.9	34.8
Correspond en partie	20	22.1	16.2	39.1
Correspond assez peu	5	5.8	4.4	8.7
Ne correspond pas du tout	20	21.7	23.5	17.4
<i>Total</i>	92	100	100	100

Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à estimer que leur emploi actuel correspond tout à fait à leur formation (respectivement 55.9 et 34.8%) mais, à l'opposé, elles sont aussi plus nombreuses à trouver que ce n'est pas du tout le cas (23.5 et 17.4%). Toutefois, cette différence n'atteint pas le seuil de significativité statistique.

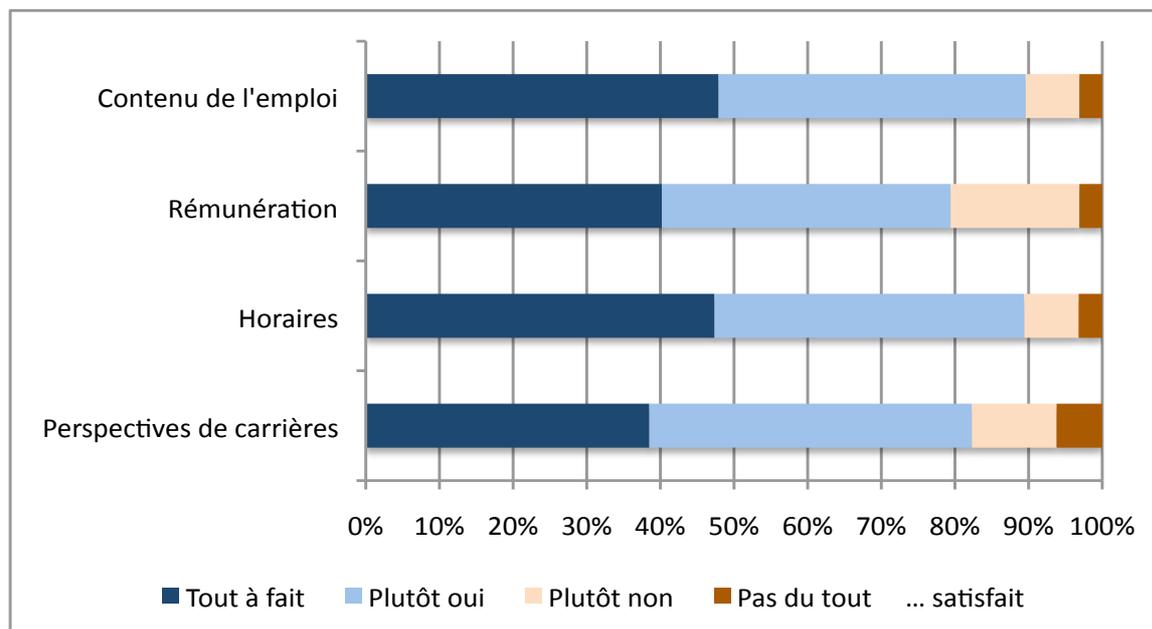
Tableau 53: Degré de correspondance entre les exigences de la formation et l'emploi actuel (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=68)	% Hommes (N=23)
Surqualification	11	11.5	8.8	17.4
Qualification adéquate	51	55.9	55.9	56.5
Sous-qualification	10	11	11.7	8.7
Pas de correspondance	20	21.5	23.5	17.4
<i>Total</i>	92	100	100	100

Pour un peu plus de la moitié des jeunes, les qualifications exigées dans le cadre de leur emploi actuel correspondent à celles acquises lors de leur formation (55.9%) (tableau 53). Une proportion identique de jeunes considèrent qu'ils sont surqualifiés (11.5%) ou, au contraire, sous-qualifiés (11%). Et pour un cinquième des jeunes, il n'y a pas de correspondance (21.5%). Il n'y a pas de différences entre les hommes et les femmes.

Les jeunes avaient à évaluer différents aspects de leur emploi; leurs réponses sont présentées dans le graphique 5.

Graphique 5: Evaluation de l'emploi par les détenteurs d'un titre ECGC (N=96)



L'évaluation de leur emploi faite par les titulaires d'un certificat ECGC est globalement positive. En effet, 80 à 90% d'entre eux se déclarent tout à fait satisfaits, ou plutôt satisfaits, du contenu de leur emploi, de leur rémunération, de leurs horaires ou des perspectives de carrière. La perception des femmes et des hommes est la même, sauf en ce qui concerne les perspectives de carrière, qui tendent à être évaluées plus favorablement par les hommes que les femmes ($X^2(3)=7.4$, $p<.1$).

Formation continue

La plupart des diplômés ECGC en emploi n'avaient pas, au moment de l'enquête, suivi de formation continue (82.1%) et cela, quel que soit le sexe de la personne (tableau 54).

Tableau 54: Formation continue suivie (N=96)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=68)	% Hommes (N=26)
Non	77	82.1	80.9	84.6
Oui	17	17.9	19.1	15.4
Total	94	100	100	100

Il reste que dix-sept personnes ont suivi une formation continue (ou plusieurs pour certaines femmes), laquelle concerne essentiellement les langues (47%) et les pratiques professionnelles (41.2%).

2.4 SITUATION GÉNÉRALE 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION D'UNE MATURITÉ GYMNASIALE

2.4.1 SITUATION DES TITULAIRES D'UNE MATURITÉ GYMNASIALE EN DÉCEMBRE 2010

En ce qui concerne la situation actuelle des titulaires d'une maturité gymnasiale, le tableau 55 présente les filières d'étude privilégiées et précise, pour les situations autres, le type d'activité menée.

Tableau 55: Situation en décembre 2010 des titulaires d'une maturité gymnasiale (N=1966)

Situation		N	%
En formation		1850	94.1
	A l'université	1116	56.7
	Dans une HES	330	16.8
	Dans une école polytechnique	266	13.5
	Chez un maître d'apprentissage ou dans une école des métiers	52	2.6
	Dans une université ou dans une école polytechnique	15	0.7
	Suivent un autre type de formation	71	3.8
En emploi		27	1.4
En recherche d'emploi		16	0.8
Autre situation		73	3.7
	Service militaire	27	1.4
	Vacances, voyages, année sabbatique et autres	22	1.1
	Stage linguistique	19	1.0
	Activité à domicile	5	0.2
<i>Total</i>		<i>1966</i>	<i>100</i>

La très grande majorité des titulaires d'un certificat de maturité gymnasiale (94.1%) poursuivent une formation, 18 mois après l'obtention de leur certificat. Un peu plus de la moitié de ceux-ci effectuent des études dans le cadre de l'université (56.7%), alors que le pourcentage des étudiants dans une haute école spécialisée (16.8%) ou encore dans une école polytechnique (13.5%) est plus faible. L'entrée en apprentissage ou la poursuite d'une formation dans un autre type d'institution (académie de police ou école d'ostéopathie par exemple) sont des situations plus rares (respectivement 2.6 et 3.8%).

Quelques-uns sont entrés sur le marché de l'emploi (27 personnes, soit 1.4%) ou sont en recherche d'emploi (0.8%). Parmi ces personnes, la quasi-totalité pense avoir commencé une autre formation ou effectué un stage en vue de commencer une nouvelle formation d'ici dix à douze mois et trois jeunes disent vouloir effectuer un stage linguistique. Seules sept personnes pensent être dans la même situation douze mois plus tard.

Les autres situations concernent des personnes qui sont au service militaire (73 personnes, soit 1.4%), en congé sabbatique (1.1%), en séjour linguistique (1%) ou à la maison (0.2%). Parmi ces personnes, 66 pensent être dans une situation différente dix ou douze mois plus tard, par exemple, en reprenant une formation, en réalisant un stage en vue de commencer une autre formation ou en imaginant accomplir leur service militaire.

On peut donc dire que l'obtention d'un certificat de maturité gymnasiale mène principalement à une formation de niveau tertiaire. C'est pourquoi, dans la suite de cette partie (2.4.2), nous allons surtout nous focaliser sur différents aspects du parcours des titulaires d'une maturité gymnasiale actuellement en formation.

2.4.2 TITULAIRES D'UN DIPLÔME DE MATURITÉ GYMNASIALE EN FORMATION

Transition entre la maturité gymnasiale et la formation actuelle

Pour pouvoir spécifier le type de transition effectuée par les jeunes, il leur était demandé s'ils étaient directement entrés dans leur formation actuelle après l'obtention de leur maturité et, en cas de réponse négative, quelles avaient été leurs activités durant l'année 2009-2010. Les réponses à ces questions figurent dans les tableaux 56 et 57.

Tableau 56: Type de transition entre l'obtention de la maturité gymnasiale et la formation actuelle (N=1850)

	Transition directe		Transition indirecte		Total	
	N	%	N	%	N	%
Total	1046	56.9	792	43.1	1838	100

Un peu plus de la moitié des titulaires ont entamé leur formation actuelle directement après l'obtention de leur maturité (56.9%). A l'inverse, 43,1% d'entre eux ont opéré une transition indirecte.

Les hommes et les femmes ne se différencient pas sur ce point. En revanche, une différence est observée pour le type de transition selon le profil de la maturité gymnasiale ($X^2(7)=69.1$, $p<.05$). Les titulaires d'une maturité ayant un profil « une ou deux langues anciennes » et « physique et applications des mathématiques » sont proportionnellement plus nombreux à effectuer une transition directe vers leur formation actuelle (entre 72 et 77.8% des jeunes). A l'inverse, les profils « langues modernes », « arts » et « philosophie et psychologie » conduisent plus fréquemment à une transition indirecte (48 à 54% des jeunes concernés).

Les jeunes qui ne s'étaient pas directement insérés dans leur formation actuelle devaient indiquer les activités qu'ils avaient menées durant l'année 2009-2010. Plusieurs réponses étaient possibles; elles sont présentées dans le tableau 57.

Tableau 57: Activités menées* durant l'année 2009-2010 par les titulaires d'une maturité gymnasiale ayant effectué une transition indirecte dans leur formation actuelle (N=792)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=465)	% Hommes (N=327)
Séjour linguistique	300	37.9	46.2	26
Emploi	295	37.2	41	31.8
Voyages/vacances/année sabbatique	238	30	30.9	28.7
Autre formation interrompue	195	24.6	30.1	16.8
Service militaire/civil	174	22	0.4	52.6
Stage avant une autre formation	122	15.4	20.8	7.6
Autre	36	4.5	3.4	6.1
Recherche emploi/stage	30	3.8	4.3	3
Stage pour un emploi	17	2.1	3	0.9
Autre formation terminée	12	1.5	1.9	0.9

* Plusieurs réponses étaient possibles.

Le séjour linguistique et l'exercice d'un emploi sont les deux activités les plus fréquemment mentionnées; elles concernent chacune près de quatre jeunes en transition indirecte sur dix. Viennent ensuite les voyages, vacances ou années sabbatiques réalisés par près d'un tiers d'entre eux. Pas loin du quart des diplômés d'une maturité gymnasiale ont entrepris une formation qu'ils ont ensuite interrompue, et un peu plus d'un cinquième d'entre eux ont effectué le service militaire ou civil. Les autres activités sont moins fréquentes. Concernant les formations interrompues, on constate que ce sont principalement les formations universitaires qui le sont (73,4%); viennent ensuite les formations dans une école polytechnique (18,2%). A l'université, le plus grand nombre d'abandons touche les facultés des hautes études commerciales (19,8%) et de médecine (19,7%).

Des différences existent entre les hommes et les femmes concernant les activités menées durant leur période de transition. Plus fréquemment que les hommes, les femmes ont effectué un séjour linguistique, exercé un emploi, voyagé, entrepris une formation qu'elles ont ensuite interrompue ou encore accompli un stage en vue d'une formation. Ce dernier point s'explique sans doute par le fait que l'accès à certaines hautes écoles impose une expérience professionnelle (par exemple sous la forme d'un stage) aux titulaires d'une maturité académique. Quant aux hommes, plus de la moitié d'entre eux a effectué son service militaire.

Choix du type, de l'institut et du lieu de formation

Un premier point concerne le prochain titre envisagé par les titulaires d'une maturité gymnasiale en formation. Les informations contenues dans le tableau 58 mettent en évidence que les titulaires d'une maturité gymnasiale sont principalement à l'université ou dans une école polytechnique (75.6%) pour y obtenir un Bachelor ou un Master, alors que près d'un sixième étudiant dans une haute école (18%). Plus rarement sont visés des titres tels qu'un CFC (2.8%), un diplôme d'une école professionnelle supérieure (0.8%) ou une maturité professionnelle (0.3%).

Tableau 58: Titre visé avec la formation actuelle des titulaires d'une maturité gymnasiale (N=1850)

	Total des jeunes		Sexe	
	N	%	% Femmes (N=1079)	% Hommes (N=771)
Titre d'uni., d'école polytechnique	1400	75.6	68.9	85.1
Titre délivré par une HEP, HES, HEM	332	18	22.9	11
CFC	52	2.8	4	1
Titre d'une école prof. supérieure	14	0.8	1.1	0.4
Maturité professionnelle	5	0.3	0.3	0.4
Autre titre	47	2.5	2.8	2.1
<i>Total</i>	<i>1850</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Une différence existe entre les titres visés par les femmes et les hommes ($X^2(5)=69.9$, $p<.05$): ces derniers sont proportionnellement plus nombreux à rechercher un titre d'université ou d'école polytechnique (respectivement 85.1 et 68.9%), alors que les femmes sont plus nombreuses à se former en vue d'un titre d'une haute école (respectivement 22.9 et 11%).

Les principales facultés choisies par les titulaires d'une maturité gymnasiale sont présentées en ordre décroissant dans les tableaux 59 (pour l'université) et 60 (pour l'école polytechnique). Le tableau 61 liste les hautes écoles dans lesquelles étudient les jeunes et le tableau 62 les métiers dans lesquels ils se forment.

Tableau 59: Principales facultés ou filières choisies par les titulaires d'une maturité gymnasiale à l'université par ordre décroissant

Facultés choisies par les femmes (N=650)	Facultés choisies par les hommes (N=451)
Droit	Hautes Etudes commerciales (HEC)
Lettres	Médecine
Médecine	Lettres
Psychologie	Droit
Hautes Etudes commerciales (HEC)	Sport
Relations internationales	Sciences politiques
Biologie	Psychologie
Sciences sociales	

Les lettres et la médecine font partie des facultés les plus choisies tant par les femmes que les hommes (tableau 59). Mais, chez les femmes, la faculté la plus choisie est le droit, alors que ce sont les HEC chez les hommes. Dans une école polytechnique, les femmes optent essentiellement pour les départements des mathématiques ou de l'architecture (tableau 60). Il y a plus de variété chez les hommes puisqu'après l'architecture (en première place) sont mentionnées la microtechnique, l'informatique, l'ingénierie de l'environnement, etc.

Tableau 60: Principales filières choisies par les titulaires d'une maturité gymnasiale dans une EPF

Facultés choisies par les femmes (N=68)	Facultés choisies par les hommes (N=163)
Mathématiques Architecture	Architecture Microtechnique Informatique Ingénierie de l'environnement Physique Génie civil Mathématiques

En ce qui concerne les hautes écoles, l'Ecole hôtelière de Lausanne occupe une position privilégiée dans les choix tant des femmes que des hommes (tableau 61). Pour le reste, les choix des femmes se portent de manière privilégiée vers les hautes écoles formant à des professions en lien avec l'éducation, le social et la santé, alors que les options des hommes vont davantage vers les domaines de l'art ou des techniques et de la gestion.

Tableau 61: Principales hautes écoles choisies par les titulaires d'une maturité gymnasiale (N=332)

Hautes écoles choisies par les femmes (N=244)	Hautes écoles choisies par les hommes (N=80)
Haute Ecole pédagogique Ecole hôtelière de Lausanne Ecole d'études sociales et pédagogiques Haute Ecole de santé Vaud Haute Ecole de santé Genève Ecole suisse de tourisme, HES-SO Valais	Ecole hôtelière de Lausanne Ecole cantonale d'art de Lausanne Haute Ecole d'ingénierie et de gestion

L'examen de la liste des métiers choisis par les titulaires d'une maturité gymnasiale dans le cadre d'un apprentissage montre que ces jeunes ont pu accéder à des métiers qui requièrent certaines compétences puisqu'ils nécessitent quatre années de formation (tableau 62). Cette observation est particulièrement pertinente pour les métiers mentionnés par les femmes.

Tableau 62: Métiers choisis par les titulaires d'une maturité gymnasiale visant un CFC (N=52)

Métiers choisis par les femmes (N=34)	Métiers choisis par les hommes (N=9)
Employée de commerce (3*) Opticienne (4) Conceptrice en multimédia (4) Géomètre (4) Laborantine (3) Photographe (4) Polydesigner 3D (4)	Employé de commerce (3) Libraire (3) Photographe (4)

* Nombre d'années de formation.

Les réponses des jeunes à la question « Où suivez-vous cette formation ? » sont présentées dans le tableau 63.

Tableau 63: Lieu de formation (N=1850)

Lieu de formation	N	%
Canton de Vaud	1425	77.6
Autre canton	370	20.2
A l'étranger	40	2.2
<i>Total</i>	<i>1835</i>	<i>100</i>

La plus grande partie des titulaires d'une maturité gymnasiale poursuit ses études dans le canton de Vaud (72.5%). Ceux qui s'éloignent se rendent principalement dans les cantons de Genève et de Fribourg. Seuls 2,1% des étudiants se rendent à l'étranger. Les destinations les plus choisies sont l'Angleterre et la France.

Exercice d'une activité rémunérée durant la formation

Plusieurs questions étaient destinées à mesurer l'implication des jeunes titulaires d'une maturité gymnasiale en formation dans des activités rémunérées, ainsi que les motivations et motifs de celle-ci. Les tableaux 64 et 65 présentent leurs réponses à ces questions.

Tableau 64: Activités rémunérées exercées conjointement aux études par les titulaires d'une maturité gymnasiale (N=1850)

	N	%
Pas d'activité rémunérée	1032	55.9
Activité rémunérée dans le cadre de la formation	151	8.2
Activité rémunérée en dehors de la formation	662	35.9
<i>Total</i>	<i>1845</i>	<i>100</i>

Tableau 65: Nécessité d'exercer une activité rémunérée en plus de la formation (N=662)

	N	%
Oui, c'est absolument nécessaire	89	13.6
Oui, c'est plus ou moins nécessaire	253	38.7
Non, ce n'est pas vraiment nécessaire	312	47.7
<i>Total</i>	<i>654</i>	<i>100</i>

Si un peu plus de la moitié des titulaires d'une maturité gymnasiale en formation n'exercent pas d'activité rémunérée, on observe qu'un peu plus du tiers (35.9%) d'entre eux en exercent une en plus de leur formation. Cette activité, 13,6% d'entre eux la décrivent comme étant absolument nécessaire, alors que 38,7% considèrent qu'ils n'y sont que plus ou moins obligés et 47,7% pas vraiment.

Les quatre raisons les plus fréquemment invoquées pour justifier le fait d'exercer une activité rémunérée sont la possibilité de financer les loisirs, l'établissement d'une certaine indépendance vis-à-vis de la famille, la subvention aux besoins quotidiens et le maintien d'un contact avec le monde du travail. Les étudiants qui déclarent avoir absolument besoin de travailler le font essentiellement pour subvenir à leurs besoins quotidiens, alors

que ceux qui y sont plus ou moins obligés le font surtout pour financer leurs loisirs. Dans les deux cas, la question de l'indépendance à l'égard des parents vient en deuxième position.

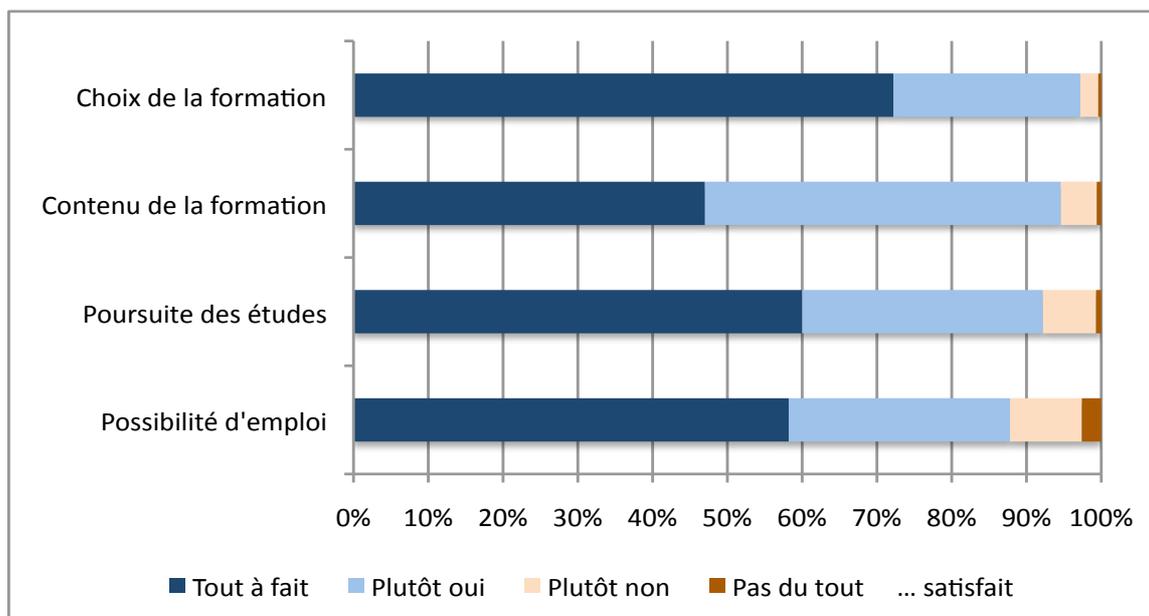
La comparaison des réponses des hommes et des femmes sur ces questions montre que ces dernières sont plus nombreuses que les hommes à exercer une activité rémunérée: 56.2% des femmes le font contre 44.6% des hommes ($X^2(1)=7.9$, $p<.05$). Elles sont également plus nombreuses qu'eux à se dire obligées de le faire (respectivement 30 et 16.1%) ($X^2(2)=14.4$, $p<.05$).

Appréciation de la formation actuelle

Les titulaires d'un diplôme du secondaire II devaient évaluer la formation actuellement suivie à l'aide d'échelles en quatre points: « tout à fait satisfait », « plutôt satisfait », « plutôt pas satisfait » et « pas du tout satisfait ». L'évaluation portait sur le choix de la formation, son contenu, les possibilités d'études ultérieures et les possibilités d'emploi offertes par la formation. Les réponses sont présentées dans le graphique 6.

Globalement, les diplômés évaluent positivement la formation qu'ils suivent au moment de l'enquête. En effet, une grande majorité d'entre eux expriment leur satisfaction par rapport aux quatre items soumis à leur jugement. C'est à propos du choix de la formation que le degré de satisfaction est le plus grand puisqu'il concerne 97.2% des jeunes; les autres items recueillent également un fort degré de satisfaction: 94.6% pour le contenu de la formation, 92.2% pour les possibilités d'études ultérieures et 87.7% pour les possibilités d'emploi. La modalité « tout à fait satisfait » est toutefois un peu moins fréquente pour les aspects relatifs au contenu de la formation: un peu plus de 45% des jeunes sont de cet avis, alors que c'est plus fréquemment le cas pour le choix de la formation, les possibilités de poursuite des études ou d'emploi.

Graphique 6: Evaluation de la formation actuellement suivie par les titulaires d'une maturité gymnasiale (N=1850)



Le contenu de la formation, les possibilités d'études ultérieures et d'emploi sont évalués plus positivement par les hommes que les femmes. Une tendance dans ce sens existe aussi pour le choix de la formation²⁷.

Possibilité d'exercer un métier en rapport avec la formation actuelle

Les titulaires d'une maturité gymnasiale devaient dire à quel point ils pensaient pouvoir exercer, plus tard, un métier en lien avec la formation qu'ils étaient en train de suivre. Leurs réponses sont présentées dans le tableau 66.

Tableau 66: Degré de certitude quant à la possibilité d'exercer un métier en rapport avec la formation actuelle (N=1850)

	1 Pas du tout		2-3 Plutôt non		4-5 Plutôt oui		6 Tout à fait		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Titulaires d'une maturité gymnasiale	69	3.8	239	13.2	914	50.3	594	32.7	1816	100

Dans l'ensemble, les titulaires d'une maturité gymnasiale en formation imaginent pouvoir plus tard exercer un métier en rapport avec leur formation actuelle. En effet, plus de 80% d'entre eux se disent plutôt certains ou tout à fait certains de ce fait. Le degré de certitude est plus marqué chez les femmes que les hommes ($X^2(3)=31.8$, $p<.05$).

2.5 LES DIPLÔMÉS QUI NE SONT NI EN FORMATION NI EN EMPLOI

Un certain nombre de diplômés de juin 2009 n'étaient, en décembre 2010, ni en formation ni en emploi. Au total, c'était le cas de près d'un dixième d'entre eux. Les tableaux suivants présentent leur situation actuelle (tableau 67), les activités qu'ils ont menées durant la période qui a précédé l'enquête (tableau 68) et l'expérience qu'ils ont du chômage (tableau 71).

Au moment de l'enquête, près de la moitié des jeunes étaient à la recherche d'un emploi ou d'un stage (47.4%). C'est surtout le cas des titulaires d'un diplôme professionnel et, parmi eux, des titulaires d'une AFE (87%) ou d'une AFP (72.4%). Le service militaire ou civil, qui occupe globalement le quart des jeunes, concerne presque un tiers des titulaires d'une maturité gymnasiale ou d'un certificat de culture générale et de commerce (respectivement 31 et 31.2%). Ces deux derniers groupes de jeunes sont aussi, plus fréquemment que les titulaires d'un titre professionnel, dans une autre situation²⁸ ou en train de réaliser un stage linguistique.

²⁷ Les différences sont significatives sur un plan statistique pour les possibilités de l'emploi ($X^2(3)=18.9$, $p<.05$), les études ultérieures ($X^2(3)=20.1$, $p<.05$) et le contenu de la formation ($X^2(3)=13.5$, $p<.05$). Une tendance est observée pour le choix de la formation ($X^2(3)=7.3$, $p<.1$).

²⁸ Parmi les autres situations mentionnées, on trouve: le fait d'être sportif d'élite, les arrêts de travail pour cause de maladie ou de convalescence, les années sabbatiques, etc.

Tableau 67: Activité actuelle des diplômés de juin 2009 ni en formation ni en emploi (N=665)

	Total		AFE		AFP		CFC		MG		ECGC	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Recherche emploi ou stage	315	47.4	20	87	21	72.4	234	52.5	15	17.2	25	31.2
Service militaire ou civil	170	25.6	-	-	-	-	118	26.5	27	31	25	31.2
Stage linguistique	87	13.1	-	-	-	-	51	11.4	19	21.8	17	21.2
A la maison	22	3.3	-	-	6	20.7	8	1.8	5	5.7	3	3.8
Autre situation	71	1.7	3	13	2	6.9	35	7.8	21	24.1	10	12.5
<i>Total</i>	<i>665</i>	<i>100</i>	<i>23</i>	<i>100</i>	<i>29</i>	<i>100</i>	<i>446</i>	<i>100</i>	<i>87</i>	<i>100</i>	<i>80</i>	<i>100</i>

Les diplômés devaient indiquer quelles avaient été leurs activités entre l'obtention de leur titre et le 1^{er} décembre 2010. Leurs réponses figurent dans le tableau 68.

Tableau 68: Activités de transition menées* entre juin 2009 et décembre 2010 (N=665)

	Total		AFE		AFP		CFC		MG		ECGC	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Exercer un emploi	358	53.8	7	30.4	11	37.9	302	67.7	14	16.1	24	30
Service militaire ou civil	171	25.7	-	-	-	-	123	27.6	36	41.4	12	15
Recherche emploi ou stage	153	23	9	39.1	15	51.7	108	24.2	13	14.9	8	10
Formation terminée	109	16.4	3	13	6	20.7	69	15.5	5	5.7	26	32.5
Séjour linguistique	69	10.4	-	-	-	-	41	9.2	14	16.1	14	17.5
Voyages, vacances	64	9.6	-	-	3	10.3	28	6.3	29	33.3	4	5
Stage pour emploi	55	8.3	6	26.1	8	27.6	33	7.4	5	5.7	3	3.7
Autre	54	8.1	-	-	3	10.3	32	7.2	15	17.2	4	5
Formation interrompue	44	6.6	-	-	-	-	16	3.6	23	26.4	5	6.3
Stage pour formation	38	5.7	-	-	-	-	12	2.7	14	16.1	12	15

* Réponses multiples.

Durant cette période, l'activité la plus couramment menée est l'exercice d'un emploi qui a occupé plus de la moitié des jeunes (53.8%). Un quart d'entre eux ont effectué le service militaire ou civil (25.7%) ou ont recherché un emploi ou un stage (23%). Les autres activités concernent un nombre plus limité de jeunes.

Selon le type de diplôme, certaines activités ont été privilégiées. Par exemple, les titulaires d'une AFP et, dans une moindre mesure, d'une AFE, se sont plus que les autres consacrés à la recherche d'un emploi ou d'un stage; ils ont aussi été proportionnellement plus nombreux à effectuer un stage en vue d'un emploi. Les titulaires d'un CFC ont été particulièrement nombreux à occuper un emploi et ceux d'une maturité gymnasiale à effectuer le service militaire (ou civil), à voyager ou encore à avoir entrepris une formation

sans la mener à terme. Quant aux diplômés ECGC, près d'un tiers ont entrepris et terminé une formation.

Tableau 69: Expérience du chômage (N=665)

	Total		AFE		AFP		CFC		MG		ECGC	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Période de chômage												
Non	256	39	3	12.5	9	32.1	154	34.7	57	68.7	33	42.3
Oui	401	61	21	87.5	19	67.9	290	65.3	26	31.3	45	57.7
Total	657	100	24	100	28	100	444	100	83	100	78	100
Durée du chômage												
Moins de 3 mois	128	33.9	3	15	-	-	96	35.3	15	57.7	14	31.8
De 3 à 6 mois	126	33.3	4	20	7	43.8	89	32.7	5	19.2	21	47.7
De 7 à 12 mois	58	15.3	-	-	2	12.5	49	18	3	11.5	4	9.1
Plus de 12 mois	66	17.5	13	65	7	43.8	38	14	3	11.5	5	11.5
Total	378	100	20	100	16	100	272	100	26	100	44	100
Inscription à l'ORP												
Non	125	33.2	-	-	-	-	82	30.5	21	87.5	22	51.2
Oui	251	66.8	21	100	19	100	187	69.5	3	12.5	21	48.8
Total	376	100	21	100	19	100	269	100	24	100	43	100

Pas loin de deux tiers des jeunes qui ne sont ni en formation ni en emploi au moment de l'enquête disent avoir vécu une période de chômage²⁹ (61%) (tableau 69). C'est davantage le cas pour les titulaires d'un diplôme professionnel: en effet, plus de 65% des titulaires d'un CFC ou d'une AFP, et même plus de 85% des AFE, sont dans ce cas. Le chômage est plus rare chez les titulaires d'une maturité gymnasiale, même s'il se situe à 31.3%; quant aux jeunes diplômés ECGC, ils se trouvent dans une situation intermédiaire (57.7%).

Pour la plupart des jeunes concernés, le chômage a duré moins de six mois (33.9+33.3=67.2%). Le chômage de longue durée est plus présent chez les titulaires d'une AFE ou d'une AFP, soit les diplômes les moins exigeants. La plupart des jeunes ayant vécu une période de chômage se sont inscrits à l'Office régional de placement (ORP). C'est davantage le cas des titulaires d'un diplôme professionnel chez qui, par exemple, tous les porteurs d'une AFE ou d'une AFP l'ont fait. L'inscription à l'ORP a été la moins fréquente chez les titulaires d'une maturité gymnasiale (12.5%).

2.6 LA VISION D'AVENIR DES NOUVEAUX DIPLÔMÉS

2.6.1 PERCEPTION DE L'AVENIR

La perception de l'avenir était appréhendée par une question demandant aux jeunes de penser à leur situation actuelle et de dire si leur avenir se présentait favorablement ou défavorablement. Les jeunes répondaient à partir d'une échelle en six points où 1 signifiait « très défavorable » et 6 « très favorable ». Le tableau 70 présente leurs réponses.

²⁹ On entend par chômage le fait d'être sans emploi.

Tableau 70: Perception de l'avenir en fonction de la situation actuelle (N=6727)

	1		2-3		4-5		6		Total	
	Très défavorable		Plutôt défavorable		Plutôt favorable		Très favorable			
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Jeunes en formation	28	0.9	293	9.2	2221	70	628	19.8	3170	100
Jeunes en emploi	53	1.9	427	15.2	1876	67.1	441	15.8	2797	100
Jeunes en recherche d'emploi	34	11.1	101	33	167	54.5	4	1.3	306	100
Jeunes dans une autre situation	10	3.2	42	13.3	217	68.9	46	14.6	315	100
<i>Total</i>	<i>125</i>	<i>1.9</i>	<i>863</i>	<i>13.2</i>	<i>4481</i>	<i>68</i>	<i>1119</i>	<i>17</i>	<i>6588</i>	<i>100</i>

Globalement, la plupart des jeunes ont une perception plutôt favorable de leur avenir (au total 68% des jeunes se situent à 4-5 points), voire même très favorable pour un sixième d'entre eux (17%); à l'inverse, un sentiment plutôt défavorable est exprimé par 13.2% des jeunes, alors qu'un sentiment très défavorable est rare (1.9%) (tableau 70).

Une différence statistiquement significative existe dans la perception que les jeunes ont de leur avenir en fonction de leur situation actuelle ($X^2(9)=368.5$, $p<.05$). Ce sont les jeunes en formation qui se montrent les plus optimistes sur ce point, alors que leurs camarades en recherche d'emploi le sont moins: en effet, 89.8% des premiers se disent plutôt favorables ou très favorables (70%+19.8%), alors que 55.8% des jeunes en recherche d'emploi sont dans ce cas (54.5%+1.3%).

La comparaison des réponses des hommes et des femmes tendrait à montrer que ces dernières sont un peu plus nombreuses à exprimer un sentiment plutôt défavorable, alors que les hommes sont un peu plus nombreux à se montrer très favorables. Toutefois, cet écart n'atteint pas la significativité statistique.

2.6.2 APPROCHE DES PROJETS PROFESSIONNELS ET DES PROJETS DE FORMATION

Dans cette enquête, les diplômés des formations du secondaire II de 2009 devaient dire comment ils se situaient par rapport à leurs projets de formation ou à leurs projets professionnels. A cet effet, un questionnaire comportant treize propositions leur était soumis; ils devaient indiquer à quel point chacune de ces propositions leur correspondait sur des échelles en six points où 1 signifiait « cela ne me correspond pas du tout » et 6 « cela me correspond tout à fait ».

L'examen des scores moyens (tableau 71) montre que les propositions en lien avec la mobilisation autour d'un projet et l'assurance qu'il se déroulera comme prévu sont les mieux acceptées (scores de 4 ou plus). En revanche, les items relatifs aux difficultés à réaliser son projet, au manque de maîtrise par rapport à l'avenir et à l'inutilité d'un projet sont les moins acceptés (scores de moins de 3). Ainsi, dans l'ensemble, ces réponses font apparaître une vision plutôt positive de l'avenir.

Une analyse factorielle en composantes principales (ACP) avec rotation Varimax a été menée afin de faire apparaître les dimensions sous-jacentes aux réponses des jeunes (tableau 71). Quatre facteurs, expliquant 60.2% de la variance totale, ont été mis en

évidence. Pour la dénomination des facteurs, les items les mieux corrélés ont d'abord été pris en compte (avec des saturations d'au moins .60) (tableau 71, dernière colonne).

Le **facteur 1** regroupe des items qui mettent en avant des idées d'avenir favorable, de certitude quant à la réalisation du projet, de tranquillité par rapport à la carrière envisagée, opposées au fait d'avoir l'impression que tout échappe; c'est pourquoi ce facteur est nommé « vision optimiste du déroulement du projet ». Dans le **facteur 2** sont rassemblés des items qui opposent une perception vague des projets accompagnée d'hésitations à la précision du projet allant de pair avec la certitude quant à sa réalisation; la dénomination de ce facteur est donc « degré de précision du projet professionnel ». L'inutilité de faire des projets et l'adaptation aux autres ou aux circonstances présentes sont les deux idées qui émergent des items regroupés dans le **facteur 3** (« pragmatisme du moment »). Enfin, dans le **facteur 4** se trouvent des items qui, par la discussion ou l'imagination d'un projet, mettent en évidence une certaine mobilisation autour du projet (« mobilisation autour du projet »).

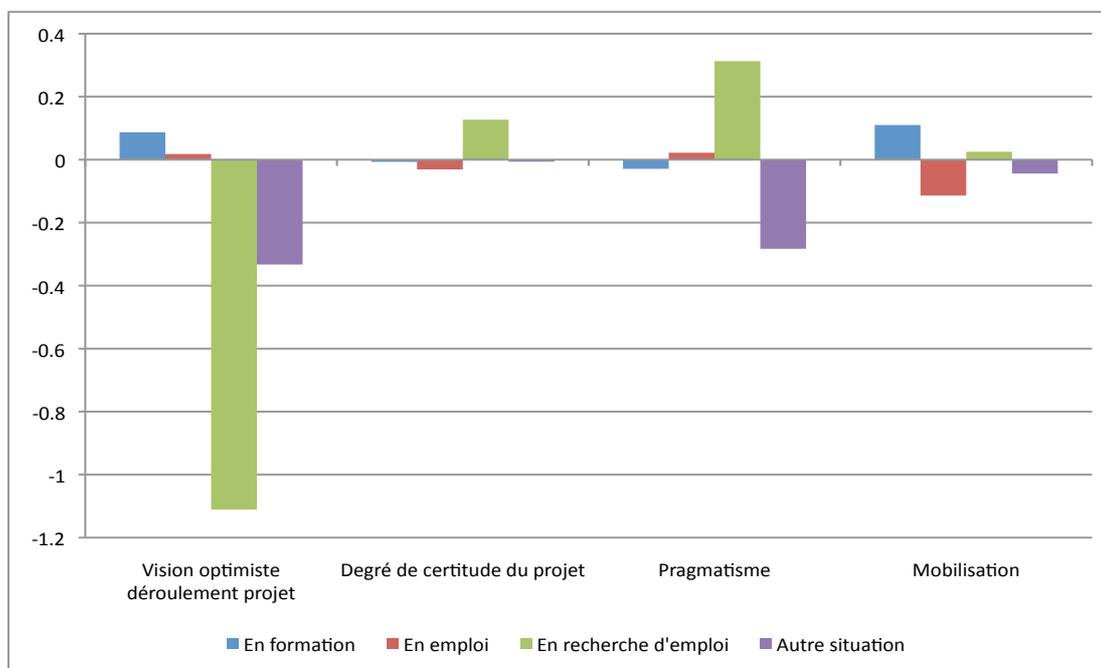
Tableau 71: Facteurs sous-jacents à l'approche de l'avenir professionnel et scores moyens

Facteurs et items	Scores moyens	Saturations
Facteur 1 (17.4 % de variance): Vision optimiste du déroulement du projet - L'avenir se présente de façon favorable - Quand je fais un projet, je suis presque sûr de pouvoir le réaliser - J'ai l'impression que tout m'échappe - Je suis tranquille, la carrière que j'envisage se profile à l'horizon (partagé avec facteur 2) - Mes projets sont en voie de réalisation (partagé avec facteur 4)	4.5 4.2 1.8 3.7 4.1	.75 .68 -.67 .58 .53
Facteur 2 (14.4 % de variance): Degré de précision du projet professionnel - Actuellement j'hésite entre plusieurs projets - Mes projets sont vagues - J'ai un projet précis (partagé avec facteur 4) - Je suis tranquille, la carrière que j'envisage se profile à l'horizon (partagé avec facteur 1)	2.9 2.6 4 3.7	.83 .74 -.53 -.53
Facteur 3 (14.2 % de variance): Pragmatisme du moment - C'est inutile de faire des projets, il faut s'adapter au travail que l'on trouve - Ça ne sert à rien d'imaginer l'avenir, ce qui compte, c'est le présent - J'ignore ce que sera mon avenir, finalement ce n'est pas moi qui décide - J'essaie de m'adapter à ce qu'on me demande	2 2.5 1.8 3.9	.73 .68 .67 .59
Facteur 4 (14.1 % de variance): Mobilisation autour du projet - Je pense qu'il est indispensable de faire des projets pour se motiver, même s'ils ne se réalisent pas - J'aime bien parler de mes projets avec mes amis et ma famille - J'ai un projet précis (partagé avec facteur 2) - Mes projets sont en voie de réalisation (partagé avec facteur 1)	4.7 4.4 4 4.1	.75 .66 .55 .51

L'approche de l'avenir professionnel a été examinée pour les jeunes diplômés compte tenu de leur situation, 18 mois après l'obtention de leur diplôme. Le graphique 7 montre comment les différentes catégories de jeunes (en formation, en emploi, en recherche d'emploi et autre situation) se situent par rapport aux quatre facteurs précédemment

décrits. La moyenne se situe à zéro. Une barre s'élevant au-dessus du zéro signifie que le score moyen des jeunes de la catégorie en question est plus élevé; à l'inverse, il est moins élevé pour la catégorie de jeunes dont la barre descend au-dessous du zéro.

Graphique 7: Appréhension de l'avenir professionnel en fonction de la situation, 18 mois après l'obtention du diplôme



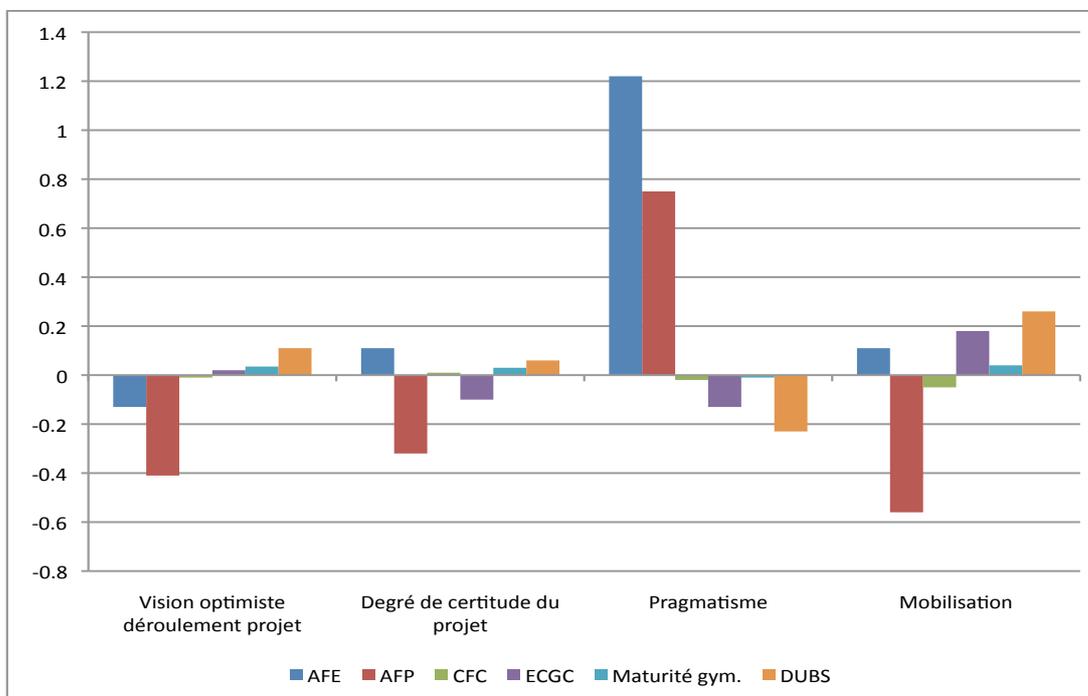
L'examen du graphique 7 montre que même si les différences entre les groupes sont plutôt faibles, il existe néanmoins un effet global de la situation actuelle sur les réponses des diplômés en ce qui concerne les facteurs 1 (vision optimiste du déroulement du projet), 3 (pragmatisme du moment) et 4 (mobilisation autour du projet professionnel) (respectivement $F(3; 2102)44.6, p<.05$, $F(3; 2102)5.7, p<.05$ et $F(3; 2102)7.6, p<.05$). En revanche, quelle que soit la situation actuelle, le degré de certitude ou de précision du projet (facteur 2) est le même.

Ce sont les jeunes en recherche d'emploi qui se distinguent particulièrement des autres groupes. Ils présentent une vision nettement moins optimiste du déroulement de leur projet professionnel que la moyenne et manifestent le plus fort degré de pragmatisme du moment. Les diplômés actuellement dans une situation autre ont également une vision moins optimiste du déroulement de leur projet que la moyenne, mais dans une moindre mesure; et ce sont eux qui manifestent le plus faible degré de pragmatisme du moment. Quant aux personnes qui poursuivent une formation ou sont en emploi, elles présentent un profil très similaire de réponses (et se situant près de la moyenne) en ce qui concerne la vision optimiste du déroulement du projet et le pragmatisme du moment; en revanche, les diplômés en formation sont plus fortement mobilisés par leur projet professionnel que ceux déjà en emploi.

Une comparaison similaire de l'approche de l'avenir professionnel a été réalisée en tenant compte du type de diplôme obtenu en juin 2009. Le graphique 8 présente la position des différentes catégories de jeunes (AFE, AFP, CFC, diplôme ECGC, maturité gymnasiale, certificat complémentaire Dubs) sur les quatre mêmes facteurs. Malgré des différences

relativement faibles entre les groupes, il existe une différence statistiquement significative pour les quatre facteurs³⁰.

Graphique 8: Appréhension de l'avenir professionnel en fonction du diplôme obtenu en juin 2009



Les jeunes ayant obtenu une attestation professionnelle (AFE ou AFP) sont ceux qui paraissent avoir la vision la moins optimiste du déroulement de leur projet, ce qui est particulièrement vrai pour les détenteurs d'une AFP. A l'inverse, les titulaires d'un certificat de la passerelle Dubs sont ceux dont la vision est la plus optimiste. Sur le deuxième facteur, les titulaires d'une AFP se distinguent également en faisant preuve d'un plus grand degré d'incertitude par rapport à leur projet professionnel que l'ensemble des autres jeunes. Les différences selon le titre obtenu sont plus marquées sur les deux autres facteurs. Les jeunes titulaires d'une attestation professionnelle (AFE et AFP) sont ceux qui manifestent le plus fort degré de « pragmatisme du moment »; et les titulaires d'un certificat de la passerelle Dubs sont ceux qui en montrent le moins. En ce qui concerne le dernier facteur, les titulaires d'une AFP sont ceux qui se mobilisent significativement le moins.

L'examen du profil des différents groupes de jeunes montre une similarité entre celui des détenteurs d'une AFE et d'une AFP, avec moins d'optimisme, de mobilisation et de précision du côté des AFP et plus de pragmatisme du côté des AFE. Il y a également une similarité entre les titulaires d'un CFC et d'une maturité gymnasiale sauf pour la mobilisation, un peu plus importante chez ces derniers. Les jeunes certifiés ECGC présentent un profil similaire à celui des certifiés de la passerelle Dubs sur les deux derniers facteurs, quoique de manière moins marquée.

³⁰ Pour le facteur 1 (« vision optimiste du déroulement du projet »): $F(5; 6242)3.9, p<.05$; pour le facteur 2 (« degré de précision du projet professionnel »): $F(5; 6242) 3.7, p<.05$; pour le facteur 3 (« pragmatisme du moment »): $F(5; 6242) 39.7, p<.05$; pour le facteur 4 (« mobilisation autour du projet professionnel »): $F(5; 6242) 12.7, p<.05$.

2.6.3 QUELLE SITUATION ENVISAGÉE 12 MOIS PLUS TARD ?

Les jeunes devaient indiquer si leur situation, douze mois plus tard, serait la même qu'actuellement. Trois réponses leur étaient proposées: « oui », « je ne sais pas » et « non »; dans ce dernier cas, ils devaient préciser ce qu'ils envisageaient de faire. Le tableau 72 présente les réponses à cette question en distinguant les jeunes selon leur situation actuelle.

Tableau 72: Situation envisagée 12 mois plus tard (N=6727)

	Même situation		Ne sait pas		Situation autre		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Jeunes en formation	2075	65.3	500	15.7	605	19	3180	100
Jeunes en emploi	1350	47.5	688	24.2	804	28.3	2842	100
Jeunes en recherche d'emploi	9	2.9	64	20.4	240	76.7	313	100
Jeunes dans une autre situation	22	6.5	38	11.1	281	82.4	341	100
<i>Total</i>	<i>3456</i>	<i>51.4</i>	<i>1290</i>	<i>19.2</i>	<i>1931</i>	<i>28.7</i>	<i>6725</i>	<i>100</i>

Globalement, un peu plus de la moitié des jeunes (51.4%) prévoient être dans la même situation, un cinquième des jeunes ne savent pas (19.2%) et les autres pensent qu'ils seront dans une autre situation (28.7%). Ce sont surtout les jeunes en formation qui répondent affirmativement à cette question ainsi que, mais dans une moindre mesure, les jeunes en emploi (respectivement 65.3% et 47.5%). A l'inverse, ce sont les jeunes en recherche d'emploi et ceux dans une autre situation qui sont les plus nombreux à y répondre négativement (respectivement 76.7% et 82.4%). Cette différence atteint la significativité statistique ($X^2(6)=1162$, $p < 0.5$).

Quelles sont les activités envisagées dix à douze mois plus tard par les diplômés ayant répondu « non » à la question précédente? Le tableau 73 présente les activités mentionnées en fonction de la situation actuelle.

Les deux activités les plus fréquemment envisagées sont le fait de suivre une nouvelle formation ou d'être en emploi: en effet, 39.1% des diplômés cochent l'item « nouvelle formation » et 31.1% l'item « en emploi ». Les activités envisagées varient en fonction de la situation actuelle ($X^2(24)=391$, $p < 0.05$).

Les personnes en formation s'attendent principalement à être en formation (46.5%); certaines d'entre elles s'imaginent occuper un emploi (20.4%) ou savent qu'elles devront effectuer leur service militaire ou civil (11.1%). Dans une proportion quasi équivalente, les personnes en emploi pensent commencer une formation (37.2%) ou occuper un nouvel emploi (35.4%). Les personnes en recherche d'emploi envisagent principalement la perspective d'un emploi (48.8%), alors que celles qui sont dans une situation autre se projettent plutôt dans une nouvelle formation (41.9%). Les personnes de ces deux dernières catégories sont également celles qui sont les plus ouvertes quant à leur avenir, puisque près d'une personne sur cinq envisage plusieurs possibilités (respectivement 18 et 21.1%).

Tableau 73: Activité envisagée 10 à 12 mois plus tard par les diplômés pensant être dans une situation différente

	En formation		En emploi		En recherche d'emploi		Autre situation		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Nouvelle formation	280	46.5	297	37.2	43	17.6	117	41.9	737	39.1
En emploi	123	20.4	283	35.4	119	48.8	65	23.3	590	31.1
Stage linguistique	32	5.3	60	7.5	15	6.1	6	2.2	112	5.9
Stage prof. pour formation	19	3.1	12	1.5	11	4.5	13	4.7	54	2.8
Stage prof. pour emploi	6	1	29	3.6	3	1.2	-	-	38	2
Service militaire ou civil	67	11.1	40	5	-	-	2	0.7	109	5.8
Vacances, voyages	8	1.3	31	3.9	-	-	8	2.9	47	2.5
Autre	33	5.5	46	5.7	9	3.7	9	3.2	67	3.5
Plusieurs possibilités	35	5.8	-	-	44	18	59	21.1	128	6.8
Total	602	100	798	100	244	100	279	100	1882	100

Quelle nouvelle formation est-elle envisagée par les diplômés de juin 2009 10 à 12 mois plus tard ? Cette question a été traitée en tenant compte de la situation actuelle du diplômé; les options privilégiées (celles mentionnées par au moins 13 personnes) sont présentées dans le tableau 74 par ordre décroissant.

Tableau 74: Activités les plus fréquemment envisagées 10 à 12 mois plus tard

En formation	Etudes dans une haute école spécialisée (N=154) Etudes dans une haute école universitaire (N=92) Cours préparatoire « passerelle Dubs » (N=13)
En emploi	Perfectionnement en vue de l'obtention d'un brevet fédéral (N=50) Etudes dans une haute école spécialisée (N=50) Formation menant à la maturité professionnelle ou spécialisée (N=39) Etudes dans une école supérieure (N=25) Formation à l'école de police (N=23) Formation initiale menant à un CFC (N=19)
Autre situation	Etudes dans une haute école spécialisée (N=69) Formation initiale menant à un CFC (N=29) Formation à l'école de police (N=19) Etudes dans une haute école universitaire (N=21) Formation menant à la maturité professionnelle (N=16) Etudes dans une école supérieure (N=15)

Les réponses des personnes en formation montrent qu'elles se situent clairement dans la perspective d'études longues. Les réponses des personnes occupant un emploi et de celles dans une situation autre montrent que différents types de projets professionnels sont envisagés: poursuivre dans sa profession tout en se perfectionnant (par exemple, par

l'obtention d'un brevet fédéral ou d'une maturité professionnelle³¹), changer de profession (par exemple, avec la formation à l'école de police qui nécessite d'être détenteur d'un CFC), commencer une formation initiale ou envisager des études longues.

³¹ Dans une précédente étude, il était apparu que le certificat de maturité professionnelle était considéré par un certain nombre de jeunes davantage comme un atout pour favoriser leur insertion professionnelle que comme une première étape vers les hautes écoles (Stocker & Bachmann Hunziker, 2008).

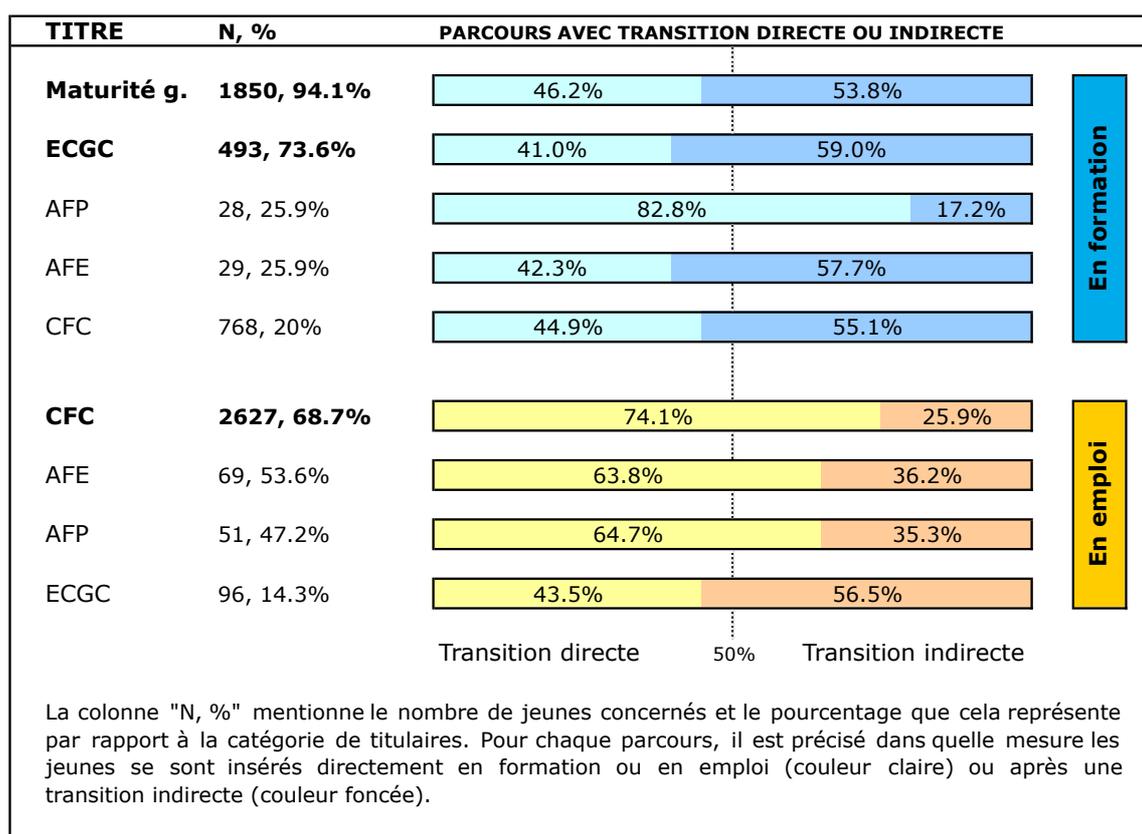
3 SYNTHÈSE ET CONCLUSION

3.1 SYNTHÈSE DES PRINCIPALES OBSERVATIONS À PROPOS DES DIPLÔMÉS DU SECONDAIRE II DE JUIN 2009

En décembre 2010, la grande majorité des jeunes étaient en formation ou en emploi (respectivement 47.3 et 42.7%); mais la situation de près d'une dixième d'entre eux était différente (ni en formation ni en emploi). Dans la suite de ce chapitre, nous proposons une synthèse des observations réalisées dans cette enquête au travers des sept thématiques suivantes: situation 12 mois après avoir obtenu un titre du secondaire II, transition entre l'obtention du titre et la situation en décembre 2010, difficultés d'insertion en emploi, évaluation de la situation professionnelle ou de la formation, activités rémunérées durant la formation, perceptions d'avenir et particularités des parcours des femmes et des hommes.

Le graphique 9 résume le parcours des jeunes vers l'emploi ou la formation selon le titre obtenu en juin 2009.

Graphique 9: Parcours vers la formation ou l'emploi selon le titre obtenu



3.1.1 SITUATION 18 MOIS APRÈS L'OBTENTION D'UN TITRE DU SECONDAIRE II

Le premier objectif de l'enquête consistait à établir la situation des jeunes, 18 mois après avoir obtenu un titre du secondaire II. Les situations considérées – à savoir en formation, en emploi ou ni en formation ni en emploi – ont été approfondies au moyen de

questionnaires spécifiques. Les résultats montrent que la situation des jeunes interrogés en décembre 2010 dépend, comme attendu, du titre obtenu.

- Après une maturité gymnasiale ou un certificat de la passerelle Dubs, c'est la voie de la formation qui est largement privilégiée, et cela par plus de 90% des jeunes; c'est aussi le cas des jeunes en possession d'un certificat de culture générale ou de commerce, mais dans une proportion moindre (75% environ). Après un titre de la formation professionnelle, un cinquième des jeunes sont en formation 18 mois après l'obtention de leur titre; cela est plus fréquent lorsque le diplôme est moins exigeant (26% des AFE et AFP et 20% des CFC).
- 18 mois après l'obtention de leur titre, trois quarts des titulaires d'une maturité gymnasiale suivent une filière menant à un titre d'une haute école universitaire ou polytechnique; les facultés les plus prisées sont celles du droit, de la médecine et des lettres. Par ailleurs, 18% espèrent obtenir un titre d'une haute école spécialisée. Parmi les diplômés de la formation professionnelle, les détenteurs d'une AFE ou d'une AFP visent essentiellement un CFC (90%); quant aux titulaires d'un CFC, 28% ont en vue un titre d'une haute école, 23% d'une école supérieure et 21% une maturité professionnelle.
- La voie de l'emploi est plus courante après un titre de la formation professionnelle puisqu'elle concerne globalement 67.4% des jeunes. Toutefois, la proportion des titulaires d'un CFC qui occupent un emploi est plus importante (68.4%) que celle des titulaires d'une AFE ou d'une AFP (respectivement 53.6 et 47.2%). Après un titre d'une formation générale, l'emploi est plus rare: sont concernés 14.3% des certifiés ECGC et 1.4% des titulaires d'une maturité gymnasiale.
- Les quatre domaines professionnels accueillant la plus forte part des titulaires d'un titre professionnel (soit environ 46% d'entre eux) sont la construction, le commerce, la fabrication et l'action sociale. Les postes occupés correspondent principalement à celui d'employé ou d'ouvrier qualifié (78.3%); mais dans 13% des cas, il s'agit d'un poste à responsabilités. Pour 87% des jeunes, le contrat qui les lie à leur employeur est de durée indéterminée (CDI).
- Les titulaires d'un certificat ECGC en emploi privilégient les domaines professionnels de l'action sociale, de l'administration et des banques ou assurances (60%). Ils occupent principalement des postes d'employés qualifiés (65%), mais des postes d'auxiliaires ou de stagiaires (9.6%) ou encore d'employés non qualifiés (16%) ne sont pas rares. Et pour plus d'un tiers des jeunes, le contrat est de durée déterminée (CDD).
- La proportion de jeunes ni en formation ni en emploi 18 mois après l'obtention d'un titre du secondaire II, s'élève globalement à 10%. Mais cette proportion est d'autant plus importante que le titre obtenu est moins exigeant. En effet, c'est le cas de 27% des titulaires d'une AFP, 20% de ceux d'une AFE, entre 11 et 12% de ceux d'un CFC ou d'un certificat ECGC et moins de 5% des détenteurs d'une maturité gymnasiale.
- Les activités les plus fréquemment évoquées par ces jeunes au moment de l'enquête sont la recherche d'emploi ou de stage (47.4%), le service militaire ou civil (25.6%) et le séjour linguistique (13.1%). La proportion de jeunes en recherche d'emploi est plus importante chez les certifiés de la formation professionnelle, alors que les détenteurs d'un titre de la formation générale sont proportionnellement plus nombreux dans une situation autre.

3.1.2 QUELLE TRANSITION APRÈS L'OBTENTION D'UN TITRE DU SECONDAIRE II ?

Un autre objectif de l'enquête consistait à identifier quel type de transition était à l'œuvre dans cette population entre l'obtention du titre et la situation en décembre 2010. Globalement, près de deux tiers des jeunes ont effectué une transition directe vers leur situation au moment de l'enquête. La transition est donc indirecte pour un peu plus du tiers des jeunes, mais cela dépend du titre obtenu ou de leur situation.

- La plus importante proportion de transitions directes s'observe chez les titulaires d'une AFP qui se trouvent en formation en décembre 2010 (82.8%); la possibilité de poursuivre leur apprentissage jusqu'à l'obtention d'un CFC en effectuant d'abord une première étape certifiée par une AFP semble être bien intégrée à la fois par les jeunes concernés et par les entreprises formatrices.
- Globalement, plus de 60% des titulaires d'un diplôme professionnel occupent toujours, en décembre 2010, l'emploi qu'ils avaient trouvé directement après l'obtention de leur titre (63.8% des AFE, 64.7% des AFP et 74.1% des CFC). L'insertion en emploi paraît facilitée dans le cas du CFC, le titre le plus exigeant.
- Inversement, plus de 50% des titulaires d'une maturité gymnasiale, d'un certificat ECGC (en formation ou en emploi), d'une AFE et d'un CFC en formation ont effectué une transition indirecte entre l'obtention de leur titre et leur situation en décembre 2010. L'importance de la proportion de transitions indirectes peut signifier que certains jeunes ont besoin d'une certaine période pour se mettre en conformité avec les exigences, formelles ou non, des instituts de formation visés.
- Les activités menées durant cette période de transition dépendent du titre obtenu. Les titulaires d'un CFC ou d'une AFE ont souvent exercé un emploi, terminé une formation ou encore effectué leur service militaire (ou civil) ou un séjour linguistique. Le fait d'entreprendre et de terminer une formation est l'activité la plus fréquente chez les certifiés ECGC, mais des activités telles que emploi, stage, séjour linguistique ou encore formation interrompue sont fréquentes. Les titulaires d'une maturité gymnasiale ont principalement effectué un séjour linguistique, exercé un emploi, réalisé un voyage ou encore interrompu une formation.

3.1.3 DIFFICULTÉS D'INSERTION EN EMPLOI

Les jeunes en emploi ou dans une situation autre devaient indiquer combien de temps leur avait été nécessaire pour trouver un emploi et s'ils avaient connu une période de chômage. Dans la plupart des situations, la période de recherche d'emploi a été de relativement courte durée; quant à l'expérience du chômage, elle n'est pas rare dans cette population.

- L'emploi a été trouvé immédiatement ou en moins de trois mois par 81% des détenteurs d'un titre professionnel et 74% des certifiés ECGC; trois à six mois ont été nécessaires pour 13% des premiers et 19% des seconds. La durée de recherche d'emploi a donc été un peu plus longue pour ces derniers.
- Moins d'un tiers des jeunes actuellement en emploi répondent avoir vécu une période de chômage (29.4% des titulaires d'un diplôme professionnel et 29.7% des titulaires ECGC). Et pour les jeunes concernés, le chômage a duré trois mois ou moins dans la moitié des cas (54% des diplômés professionnels et 50% des certifiés ECGC); il a duré entre trois et six mois pour 28% des diplômés professionnels et

39% des certifiés ECGC; et la durée était de plus de six mois pour 17% des détenteurs d'un titre professionnel et 11% des certifiés ECGC.

- L'expérience du chômage est, de manière évidente, nettement plus fréquente chez les jeunes qui ne sont ni en formation ni en emploi, au moment de l'enquête. En effet, 61% d'entre eux répondent oui à cette question. Précisons que la proportion des diplômés en recherche d'emploi au moment de l'enquête s'élève globalement à 4.7%, ce qui est plus élevé que la moyenne suisse pour le chômage en 2010 (3.5%)³², mais en dessous des taux observés dans la catégorie des 15-24 ans (entre 7 et 8.5% ces dix dernières années).
- La plupart des jeunes ayant connu une période de chômage se sont inscrits à un Office régional de placement; c'est le cas de 79% des diplômés professionnels et de 61% des certifiés ECGC en emploi, ainsi que de 67% des jeunes qui ne sont ni en formation ni en emploi.

3.1.4 ÉVALUATION DE LA FORMATION OU DE LA SITUATION PROFESSIONNELLE

Les jeunes en formation ou en emploi en décembre 2010 devaient évaluer leur situation. Ils se montrent globalement satisfaits, mais des différences existent selon les aspects considérés ou le titre obtenu.

- La plupart des détenteurs d'un titre professionnel en emploi considèrent que leur travail correspond tout à fait ou en partie à la formation qu'ils ont suivie (87%). C'est aussi le cas des titulaires d'un certificat ECGC, quoique dans une proportion moindre (72%).
- 70% des détenteurs d'un titre professionnel pensent que, par rapport à leur travail, leur niveau de qualification est adéquat; mais 17% se trouvent surqualifiés et 8% ne voient pas de correspondance entre leur travail et les qualifications acquises lors de leur formation. En comparaison, les titulaires d'un titre de l'ECGC ne sont que 56% à considérer que leurs compétences sont adéquates; en revanche, 11% se trouvent surqualifiés et 21% pensent qu'il n'y a pas de correspondance entre les deux.
- Lorsqu'ils évaluent leur situation, l'expression de la satisfaction la plus grande concerne le contenu de l'emploi. Neuf certifiés d'une formation professionnelle ou titulaires ECGC sur dix se disent satisfaits ou très satisfaits de cet aspect. Sur les autres points, l'évaluation des détenteurs d'un titre professionnel est moins bonne que celle des titulaires ECGC. Pour la rémunération, 70% de jeunes sont satisfaits chez les détenteurs d'un titre professionnel et 80% chez les certifiés ECGC; pour les horaires, respectivement 85 et 90% de satisfaction exprimée; pour les perspectives de carrière, 73 et 82%.
- En ce qui concerne les jeunes en formation, plus de 95% d'entre eux s'estiment satisfaits ou très satisfaits de leur choix de formation (96% des titulaires d'une maturité gymnasiale, 98% des titulaires ECGC et 99% des détenteurs d'un titre professionnel). Et la proportion de jeunes satisfaits est de 90% pour le contenu de la formation (94% pour les maturités gymnasiales), 92% pour la possibilité d'études ultérieures et 88% (maturité gymnasiale) ou 90% (titre professionnel ou ECGC) pour ce qui est des possibilités de l'emploi.

³² Selon les statistiques suisses publiées sur le site de la Confédération suisse:
http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/03/03/blank/key/registrierte_arbeitslose/entwicklung.html.

3.1.5 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES DURANT LA FORMATION

Les jeunes en formation devaient indiquer s'ils exerçaient une activité rémunérée parallèlement à leurs études. Les résultats montrent qu'une proportion non négligeable de jeunes sont dans ce cas.

- Quel que soit le titre obtenu, un tiers des jeunes en formation déclarent exercer une activité rémunérée. Celle-ci est considérée comme indispensable, ou plus ou moins indispensable, par 83% des détenteurs d'un titre professionnel dans ce cas, 64% des titulaires d'un certificat ECGC et 52% de ceux d'une maturité gymnasiale.
- Cette activité rémunérée sert principalement à financer les loisirs, mais des motifs tels que subvenir à ses besoins quotidiens, maintenir une indépendance vis-à-vis des parents ou encore établir un contact avec le monde du travail sont également mentionnés.
- A l'inverse, 41% des détenteurs d'un titre professionnel en formation, 35% des certifiés ECGC et 56% des titulaires d'une maturité gymnasiale n'ont pas d'activité rémunérée.

3.1.6 PERCEPTION DE L'AVENIR

Il était demandé aux jeunes, premièrement, d'exprimer leur degré de confiance en l'avenir, deuxièmement de répondre à une série de questions destinées à mesurer l'approche qu'ils ont de leur avenir professionnel et, troisièmement, d'estimer quelle sera leur situation une année plus tard. Les résultats montrent des réponses différenciées selon la situation des jeunes au moment de l'enquête.

- Le degré de confiance en l'avenir manifesté par les jeunes est globalement élevé; en effet, environ 85% des jeunes se disent confiants. Les jeunes en formation sont les plus optimistes sur ce point et ceux en recherche d'emploi les plus pessimistes.
- En ce qui concerne l'approche de l'avenir professionnel, les jeunes en recherche d'emploi se distinguent particulièrement des autres par une vision nettement moins optimiste du déroulement de leur projet et par un plus fort degré de pragmatisme du moment. Les jeunes dans une situation autre sont eux aussi moins optimistes que la moyenne par rapport au déroulement de leur projet, accompagné du plus faible degré de pragmatisme du moment. Les jeunes en formation présentent la plus forte mobilisation autour du projet professionnel, alors que leurs camarades en emploi sont ceux qui se mobilisent le plus faiblement; cela se comprend dans la mesure où la mobilisation autour d'un projet professionnel est plus d'actualité pour les premiers.
- La situation actuelle des jeunes présente une certaine stabilité pour la moitié d'entre eux qui pensent être dans la même situation une année plus tard. C'est particulièrement le cas de ceux en formation et, mais dans une moindre mesure, de ceux en emploi. Les jeunes en recherche d'emploi ou dans une situation autre sont en revanche particulièrement nombreux (environ 80%) à envisager (et sans doute à souhaiter !) une situation différente une année plus tard. Mais cette perspective concerne aussi près d'un cinquième des jeunes en formation et un tiers des jeunes en emploi. Par ailleurs, près de 20% des jeunes, globalement, déclarent ne pas savoir quelle sera leur situation une année plus tard.

- Quelle que soit la situation actuelle, les deux activités les plus envisagées par les jeunes prévoyant un changement dans les douze mois suivants est la reprise d'une formation ou l'occupation d'un emploi.

3.1.7 PARTICULARITÉS DES PARCOURS DES FEMMES ET DES HOMMES

Une comparaison entre la situation des femmes et des hommes — effectuée pour l'ensemble des questions de l'enquête — met en évidence un certain nombre de particularités propres à chaque sexe. Une de ces particularités tient au fait que la période considérée par l'enquête correspond à celle où les hommes reçoivent leur ordre de marche; ainsi, nombreux sont ceux qui remplissent leurs obligations militaires avant de poursuivre leurs études ou de trouver un emploi. D'autres caractéristiques, plus stéréotypées, émergent des analyses: par exemple, l'attrait pour des domaines professionnels différents (la santé et le social chez les femmes, l'administration chez les hommes), la présence plus marquée du temps partiel chez les femmes ou encore le fait que les hommes endossent plus souvent des postes à responsabilités que les femmes.

3.2 CONCLUSION ET PROLONGEMENTS

Cette enquête, menée en collaboration avec le SRED, avait pour principal objectif de documenter la situation des diplômés du secondaire II, une année et demie après l'obtention de leur titre. Dans la mesure où elle proposait également une série de questions sur l'ensemble des activités menées durant les 18 mois qui ont suivi l'obtention du titre, les modalités de la transition vers l'emploi ou la formation pouvaient être décrites.

Le constat principal de cette enquête est de mettre en évidence la variété des situations et des modalités de transition vers l'emploi ou la formation. Certes, dans la plupart des cas, la situation évoquée par les jeunes en décembre 2010 correspond à un certain « parcours attendu », à savoir l'occupation d'un emploi après une formation professionnelle ou les études de niveau tertiaire après une formation générale. Néanmoins, nombreux sont les jeunes qui s'écartent de ces voies toutes tracées, notamment en poursuivant des études après une formation professionnelle ou en rejoignant le marché du travail après une formation générale.

L'analyse des modalités de transition met plus particulièrement en évidence une certaine discontinuité des parcours entre la fin du secondaire II et les formations du tertiaire ou le marché du travail. Nombreux sont en effet les jeunes pour lesquels l'entrée en formation ou l'accès à un emploi sont précédés d'activités de natures diverses. Pour certains jeunes, peu nombreux, ces activités témoignent de leur besoin de faire une expérience existentielle autre que la formation ou, plus prosaïquement, de faire une pause. D'autres diplômés (des hommes uniquement) profitent de cette transition pour répondre à leurs obligations citoyennes. D'autres encore, plus nombreux, mènent des activités qui ont pour but soit de maximiser leurs chances d'accès à un emploi ou de réussite de leurs études, soit de se conformer aux exigences attendues ou supposées des institutions de formation visées.

Cette variété constatée dans les situations et les modalités de transition montre la grande complexité des parcours qui se construisent notamment sur la base de choix individuels, des possibilités des filières de formation, d'obligations et d'attentes sociales. En arrière plan, il s'agit de ne pas oublier des facteurs contextuels tels que la structure du marché du

travail ou la conjoncture économique qui constituent la trame sur laquelle s'ancrent l'ensemble de ces processus.

Un deuxième objectif de l'enquête prévoyait d'effectuer, en collaboration avec le SRED, une comparaison entre le devenir des jeunes genevois et vaudois après l'obtention de leur titre du secondaire II, ce qui n'était pas prévu dans ce rapport. Ce travail est en cours et fera l'objet d'une publication séparée. Par ailleurs, une nouvelle enquête portant exclusivement sur les titulaires d'une maturité professionnelle ou spécialisée, qui n'ont pas pu être pris en compte en décembre 2010 pour des motifs de représentativité statistique, a démarré en décembre 2012. Les résultats de cette enquête feront l'objet d'une publication ultérieure.

4 ABRÉVIATIONS/ACRONYMES

ACP	Analyse en composantes principales
AFE	Attestation de formation élémentaire
AFP	Attestation fédérale de formation professionnelle
ANOVA	Analyse de la variance
BIT	Bureau international du travail
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CFC	Certificat fédéral de capacité
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DFJC	Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (Vaud)
DIP	Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (Genève)
ECGC	Ecole de culture générale et de commerce
EMS	établissement médico-social
EOS	Enquête sur l'orientation secondaire des diplômés de l'enseignement postobligatoire public genevois
EPF	écoles polytechniques fédérales
ES	Ecole supérieure
ESPA	Enquête suisse sur la population active (OFS)
HEC	(Ecole des) hautes études commerciales
HEM	Haute Ecole de musique
HEP	Haute Ecole pédagogique
HEPIA	Haute Ecole de paysage, d'ingénierie et d'architecture (Genève)
HES	Haute Ecole spécialisée
HES-SO	Haute école spécialisée de Suisse occidentale
LEO	loi sur l'enseignement obligatoire (Vaud)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCOSP	Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle
OFFT	Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
OFS	Office fédéral de la statistique

ORM	Ordonnance fédérale de reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale
ORP	Office régional de placement
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
RRM	Règlement de reconnaissance de la maturité
SCRIS	Service cantonal de recherche et d'information statistiques
SRED	Service de la recherche en éducation (Genève)
SSFE	Société suisse pour la formation des enseignantes et des enseignants
SSRE	Société suisse pour la recherche en éducation
TREE	Transitions école-emploi
VSB	voie secondaire baccalauréat
VSG	voie secondaire générale
VSO	voie secondaire à options

5 BIBLIOGRAPHIE

- Amos, J. (2006). De la norme au marché: autre chance ou exclusion ? *Bulletin de la CIIP*, 19, 6-7.
- Amos, J., Böni, E., Donati, M., Hupka, S., Meyer, T. & Stalder, B. E. (2003). *Parcours vers les formations post-obligatoires. Les deux premières années après l'école obligatoire. Résultats intermédiaires de l'étude longitudinale TREE*. Neuchâtel: OFS (Office fédéral de la statistique).
- Amos, J., Silver, R. & Tomei, A. (2004). Genève évalue sa formation professionnelle. *Panorama*, 2, 28-30.
- Bachmann Hunziker, K. (2007). *Profils, attentes et projets des jeunes en situation de transition vers une formation professionnelle*. Lausanne: URSP.
- Bachmann Hunziker, K. (2008). *S'insérer dans le monde professionnel: Quel bilan deux ans après l'opti ?*. Lausanne: URSP.
- Bertschy, K., Böni, E. & Meyer, T. (2007). *Les jeunes en transition de la formation au monde du travail. Survol des résultats de la recherche longitudinale TREE, mise à jour 2007*. Récupéré le 29 novembre 2012 de <http://tree.unibas.ch/fr/resultats/>
- Broucker, P. D., Gensbittel, M.-H. & Mainguet, C. (2000). *Déterminants scolaires et analyse de la transition*. Unpublished manuscript, Tokyo.
- Davaud, C., Mouad, R. & Rastoldo, F. (2010). *Situation des diplômés de l'enseignement public genevois, 18 mois après l'obtention de leur titre. Volée 2007*. Genève: Service de la recherche en éducation (SRED).
- DFI/OFS (2012). *Vie active et rémunération au travail. Définitions*. Neuchâtel: Département fédéral de l'intérieur/Office fédéral de la statistique.
- Donati, M. (2000). Sur les traces de 1500 jeunes en formation. Etude longitudinale au Tessin. *Panorama*, 6, 47-48.
- Egger, Dreher, & Partner AG (2007). *Etude approfondie sur les offres de formation transitoires entre scolarité obligatoire et formation professionnelle*. Récupéré le 5 juillet 2011 de <http://www.bbt.admin.ch/dokumentation/00335/00400/index.html?lang=fr>
- Galley, F. & Meyer, T. (1999). *Transitions de la formation initiale à la vie active. Rapport de base pour l'OCDE*. Berne: CDIP, OFS et OFFT.
- Häfeli, K. & Schellenberg, C. (2009). *Facteurs de réussite dans la formation professionnelle des jeunes à risque*. Zürich: Interkantonal Hochschule für Heilpädagogik.
- Keller, A., Hupka-Brunner, S. & Meyer, T. (2010). *Parcours de formation post-obligatoire en Suisse: les sept premières années. Survol des résultats de l'étude longitudinale TREE, mise à jour 2010*. Récupéré le 29 novembre 2012 de <http://tree.unibas.ch/fr/resultats/>
- Masdonati, J. (2005). *La transition entre école et monde du travail*. Thèse de doctorat non publiée, Université de Fribourg, Fribourg.
- Masdonati, J. (2006). Transition entre école et monde du travail. Une intervention basée sur un modèle psychosocial. *Panorama*, 3, 10-11.
- Meyer, T. (2004). *L'école... et après ? Résultats intermédiaires de l'étude longitudinale TREE*. Bern/Aarau: TREE.

- Meyer, T. (2005). *Passage à l'emploi: jeunes en transition de la formation au marché du travail*. Berne: TREE.
- Meyer, T. (2012, novembre). *Parcours de formation post-obligatoire et insertion professionnelle en Suisse: Quelques renseignements de l'étude TREE*. Communication présentée à la Journée d'étude formation doctorale EDSE "Grandir en Suisse: des inégalités scolaires aux inégalités sociales", Lausanne.
- Moser, U. (2004). *Jugendliche zwischen Schule und Berufsbildung. Eine Evaluation bei Schweizer Grossunternehmen Berücksichtigung des internationalen Schulleistungsvergleichs PISA*. Berne: HEP Verlag.
- Moser, U. (2006, octobre). *Compétences scolaires et attentes des entreprises*. Communication présentée à la Journée de formation "Orientation et sélection. Réalités et perspectives", Tolochenaz, Suisse.
- Padiglia, S. (2005). *Les transitions dans les itinéraires de formation: Texte de travail élaboré dans le cadre des études du "forum transition"*. Neuchâtel: IRDP.
- Perriard, V. (2005). *Transition de l'école obligatoire vers la formation professionnelle: Les facteurs explicatifs des difficultés actuelles. Analyse de la littérature*. Lausanne: URSP.
- Rastoldo, F., Evrard, A. & Amos, J. (2007). *Les jeunes en formation professionnelle. Rapport I: entrée en formation professionnelle et parcours de formation des diplômés*. Genève: DIP, SRED.
- Statistique Vaud (2012). *Annuaire statistique du canton de Vaud 2012*. Lausanne: Département des finances et des relations extérieures.
- Statistique Vaud (2013). *Annuaire statistique du canton de Vaud 2013*. Lausanne: Département des finances et des relations extérieures.
- Stocker, E. & Bachmann Hunziker, K. (2008). *Echecs à la maturité professionnelle: Une affaire de math ?* Lausanne: URSP.
- Zittoun, T. & Perret-Clermont, A.-N. (2001, octobre). *Contribution à une psychologie de la transition. Jugendliche zwischen Schule und Berufsbildung*. Communication présentée au Congrès international de la Société suisse pour la recherche en éducation (SSRE) et de la Société suisse pour la formation des enseignantes et des enseignants (SSFE), Aarau, Suisse.

